*Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I*

**Anno 108° — Numero 158**

# GAZZETTA  UFFICIALE

# DELLA REPUBBLICA ITALIANA

*PARTE PRIMA* **Roma - Lunedì, 26 giugno 1967** **SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI**

**DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 850-139**
**AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10, ROMA - CENTRALINO 8508**

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

| ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI | ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni) |
|---|---|
| Annuo L. 17.030 - Semestrale L. 9.020 - Trimestrale L. 5.010 - Un fascicolo L. 75 - Fascicoli annate arretrate: il doppio | Annuo L. 13.530 - Semestrale L. 7.520 - Trimestrale L. 4.010 - Un fascicolo L. 65 - Fascicoli annate arretrate: il doppio |

I PREZZI sono comprensivi d'imposta di bollo — Per l'ESTERO i prezzi sono il doppio di quelli indicati per l'interno
*I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione*

**L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/40500 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato**

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato - Libreria dello Stato - Piazza Verdi, 10, Roma, versando l'importo maggiorato delle spese di spedizione a mezzo del c/c postale 1/2640. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte II, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero del Tesoro). Le agenzie di Milano, Napoli e Firenze possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

## SOMMARIO

### LEGGI E DECRETI



### DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

# LEGGI E DECRETI

LEGGE 24 aprile 1967, n. **447.**

**Ratifica ed esecuzione della Convenzione internazionale del lavoro n. 105 concernente l'abolizione del lavoro forzato adottata a Ginevra il 25 giugno 1957.**

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione internazionale del lavoro n. 105 concernente l'abolizione del lavoro forzato adottata a Ginevra il 25 giugno 1957.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità al disposto dell'articolo 4 della Convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 24 aprile 1967

SARAGAT

MORO — FANFANI — BOSCO

Visto, *il Guardasigilli:* REALE

CONFERENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Convention 105

CONVENTION CONCERNANT L'ABOLITION DU TRAVAIL FORCÉ

Genève, 25 juin 1957

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 5 juin 1957, en sa quarantième session;

Après avoir examiné la question du travail forcé, qui constitue le quatrième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir pris note des dispositions de la Convention sur le travail forcé, 1930;

Après avoir noté que la Convention de 1926 relative à l'esclavage prévoit que des mesures utiles doivent être prises pour éviter que le travail forcé ou obligatoire n'amène des conditions analogues à l'esclavage et que la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage vise à obtenir l'abolition complète de la servitude pour dettes et du servage;

Après avoir noté que la Convention sur la protection du salaire, 1949, énonce que le salaire sera payé à intervalles réguliers et interdit les modes de paiement qui privent le travailleur de toute possibilité réelle de quitter son emploi;

Après avoir décidé d'adopter d'autres propositions relatives à l'abolition de certaines formes de travail forcé ou obligatoire constituant une violation des droits de l'homme tels qu'ils sont visés par la Charte des Nations Unies et énoncés dans la déclaration universelle des droits de l'homme;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale, adopte, ce vingt-cinquième jour de juin mil neuf cent cinquante-sept, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur l'abolition du travail forcé, 1957.

Article 1er

Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente Convention s'engage à supprimer le travail forcé ou obligatoire et à n'y recourir sous aucune forme:

*a*) en tant que mesure de coercition ou d'éducation politique ou en tant que sanction à l'égard de personnes qui ont ou expriment certaines opinions politiques ou manifestent leur opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi;

*b*) en tant que méthode de mobilisation et d'utilisation de la main-d'oeuvre à des fins de développement économique;

*c*) en tant que mesure de discipline du travail;

*d*) en tant que punition pour avoir participé à des grèves;

*e*) en tant que mesure de discrimination raciale, sociale, nationale ou religieuse.

Article 2

Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente Convention s'engage à prendre

des mesures efficaces en vue de l'abolition immédiate et complète du travail forcé ou obligatoire tel qu'il est décrit à l'article 1er de la présente Convention.

Article 3

Les ratifications formelles de la présente Convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 4

1. — La présente Convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. — Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. — Par la suite, cette Convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 5

1. — Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. — Tout Membre ayant ratifié la présente Convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente Convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 6

1. — Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. — En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur.

Article 7

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 8

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente Convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa revision totale ou partielle.

Article 9

1. — Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant revision totale ou partielle de la présente Convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

*a*) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant revision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 5 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente Convention, sous réserve que la nouvelle convention portant revision soit entrée en vigueur;

*b*) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant revision, la présente Convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. — La présente Convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant revision.

Article 10

Les versions française et anglaise du texte de la présent Convention font également foi.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

*Il Ministro per gli affari esteri*
FANFAFI

---

LEGGE 19 maggio 1967, n. 448.

**Ratifica ed esecuzione del Protocollo n. 5 che modifica gli articoli 22 e 40 della Convenzione per la salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, adottato a Strasburgo il 20 gennaio 1966.**

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il Protocollo n. 5 che modifica gli articoli 22 e 40 della Convenzione del 4 novembre 1950 per la salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, adottato a Strasburgo il 20 gennaio 1966.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 5 del Protocollo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 19 maggio 1967

SARAGAT

MORO — FANFANI — REALE

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

**Protocol No. 5 to the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, amending Articles 22 and 40 of the Convention.**

The Governments signatory hereto, being Members of the Council of Europe,

Considering that certain inconveniences have arisen in the application of the provisions of Articles 22 and 40 of the Convention for the Protection of Human Rigths and Fundamental Freedoms signed at Rome on 4th November 1950 (hereinafter referred to as « the Convention ») relating to the length of the terms of office of the members of the European Commission of Human Rights (hereinafter referred to as « the Commission ») and of the European Court of Human Rights (hereinafter referred to as « the Court »);

Considering that it is desirable to ensure as far as possible an election every three years of one half of the members of the Commission and of one third of the members of the Court;

Considering therefore that it is desirable to amend certain provisions of the Convention,

Have agreed as follows:

Article 1

In Article 22 of the Convention, the following two paragraphs shall be inserted after paragraph (2):

« (3) In order to ensure that, as far as possible, one half of the membership of the Commission shall be renewed every three years, the Committee of Ministers may decide, before proceeding to any subsequent election, that the term or terms of office of one or more members to be elected shall be for a period other than six years but not more than nine and not less than three years.

(4) In cases where more than one term of office is involved and the Committee of Ministers applies the preceding paragraph, the allocation of the terms of office shall be effected by the drawing of lots by the Secretary General, immediately after the election ».

Article 2

In Article 22 of the Convention, the former paragraphs (3) and (4) shall become respectively paragraphs (5) and (6).

Article 3

In Article 40 of the Convention, the following two paragraphs shall be inserted after paragraph (2):

« (3) In order to ensure that, as far as possible, one third of the membership of the Court shall be renewed every three years, the Consultative Assembly may decide, before proceeding to any subsequent election, that the term or terms of office of one or more members to be elected shall be for a period other than nine years but not more than twelve and not less than six years.

(4) In cases where more than one term of office is involved and the Consultative Assembly applies the preceding paragraph, the allocation of the terms of office shall be effected by the drawing of lots by the Secretary General immediately after the election ».

Article 4

In Article 40 of the Convention, the former paragraphs (3) and (4) shall become respectively paragraphs (5) and (6).

**Protocole N° 5 à la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, modifiant les articles 22 et 40 de la Convention.**

Les Gouvernements signataires, Membres du Conseil de l'Europe,

Considérant que l'application des dispositions des articles 22 et 40 de la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales signée à Rome le 4 novembre 1950 (ci-après dénommée « la Convention ») a donné lieu à certaines difficultés en ce qui concerne la durée du mandat des membres de la Commission européenne des Droits de l'Homme (ci-après dénommée « la Commission ») et de la Cour européenne des Droits de l'Homme (ci-après dénommée « la Cour »);

Considérant qu'il importe d'assurer dans la mesure du possible l'élection tous les trois ans d'une moitié des membres de la Commission et d'un tiers des membres de la Cour;

Considérant dès lors qu'il convient d'amender certaines dispositions de la Convention;

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1er

A l'article 22 de la Convention, les deux paragraphes ci-après sont insérés après le paragraphe 2:

« (3) Afin d'assurer dans la mesure du possible le renouvellement d'une moitié de la Commission tous les trois ans, le Comité des Ministres peut, avant de procéder à toute élection ultérieure, décider qu'un ou plusieurs mandats de membres à élire auront une durée autre que six ans, sans que cette durée toutefois puisse excéder neuf ans ou être inférieure à trois ans.

(4) Dans le cas où il y a lieu de conférer plusieurs mandats et que le Comité des Ministres fait application du paragraphe précédent, la répartition des mandats s'opère suivant un tirage au sort effectué par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe immédiatement après l'élection ».

Article 2

A l'article 22 de la Convention, les paragraphes 3 et 4 deviennent respectivement les paragraphes 5 et 6.

Article 3

A l'article 40 de la Convention, les deux paragraphes suivants sont insérés après le paragraphe 2:

« (3) Afin d'assurer dans la mesure du possible le renouvellement d'un tiers de la Cour tous les trois ans, l'Assemblée Consultative peut, avant de procéder à toute élection ultérieure, décider qu'un ou plusieurs mandats de membres à élire auront une durée autre que celle de neuf ans, sans qu'elle puisse toutefois excéder douze ans ou être inférieure à six ans.

(4) Dans le cas où il y a lieu de conférer plusieurs mandats et que l'Assemblée Consultative fait application du paragraphe précédent, la répartition des mandats s'opère suivant un tirage au sort effectué par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe immédiatement après l'élection ».

Article 4

A l'article 40 de la Convention, les paragraphes 3 et 4 deviennent respectivement les paragraphes 5 et 6.

Article 5

1. This Protocol shall be open to signature by Members of the Council of Europe, signatories to the Convention, who may become Parties to it by:

(*a*) signature without reservation in respect of ratification or acceptance;

(*b*) signature with reservation in respect of ratification or acceptance, followed by ratification or acceptance.

Instruments of ratification or acceptance shall be deposited with the Secretary General of the Council of Europe.

2. This Protocol shall enter into force as soon as all Contracting Parties to the Convention shall have become Parties to the Protocol, in accordance with the provisions of paragraph 1 of this Article.

3. The Secretary General of the Council of Europe shall notify the Members of the Council of:

(*a*) any signature without reservation in respect of ratification or acceptance;

(*b*) any signature with reservation in respect of ratification or acceptance;

(*c*) the deposit of any instrument of ratification or acceptance;

(*d*) the date of entry into force of this Protocol in accordance with paragraph 2 of this Article.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Protocol.

Done at Strasbourg, this 20th day of January 1966, in English and in French, both texts being equally authoritative, in a single copy which shall remain deposited in the archives of the Council of Europe. The Secretary General shall transmit certified copies to each of the signatory Governments.

Article 5

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des Membres du Conseil de l'Europe signataires de la Convention qui peuvent y devenir Parties par:

(*a*) la signature sans réserve de ratification ou d'acceptation;

(*b*) la signature sous réserve de ratification ou d'acceptation suivie de ratification ou d'acceptation.

Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. Le présent Protocole entrera en vigueur dès que toutes les Parties Contractantes à la Convention seront devenues Parties au Protocole conformément aux dispositions du paragraphe 1er de cet article.

3. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Membres du Conseil:

(*a*) toute signature sans réserve de ratification ou d'acceptation;

(*b*) toute signature sous réserve de ratification ou d'acceptation;

*c*) le dépôt de tout instrument de ratification ou d'acceptation;

(*d*) la date d'entrée en vigueur du présent Protocole, conformément au paragraphe 2 de cet article.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Strasbourg, le 20 janvier 1966, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Gouvernements signataires.

*Strasbourg, le* 26 *janvier* 1966

For the Government of the Republic of Austria: *with reservation in respect of ratification or acceptance*

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche: *sous réserve de ratification ou d'acceptation*

Willfried GREDLER

For the Government of the Kingdom of Belgium *with reservation in respect of ratification or acceptance*

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique: *sous réserve de ratification ou d'acceptation*

L. COUVREUR

For the Government of the Republic of Cyprus:

Pour le Gouvernement de la République de Chypre:

For the Government of the Kingdom of Denmark:

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark:

Mogens WARBERG

For the Government of the French Republic:

Pour le Gouvernement de la République française:

For the Government of the Federal Republic of Germany:

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne

For the Government of the Kingdom of Greece:

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce:

For the Government of the Icelandic Republic:

Pour le Gouvernement de la République islandaise:

For the Government of Ireland:

Pour le Gouvernement d'Irlande:

For the Government of the Italian Republic: *with reservation in respect of ratification or acceptance*

Pour le Gouvernement de la République italienne: *sous réserve de ratification ou d'acceptation*

Alessandro MARIENI

For the Government of the Grand Duchy of Luxembourg:
*with reservation in respect of ratification or acceptance*

Pour le Gouvernement du Grand Duché de Luxembourg:
*sous réserve de ratification ou d'acceptation*

Jean WAGNER

For the Government of Malta:

Pour le Gouvernement de Malte:

For the Government of the Kingdom of the Netherlands:

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas

For the Government of the Kingdom of Norway:

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège:

Ole ALGÅRD

For the Government of the Kingdom of Sweden:
*with reservation in respect of ratification or acceptance*

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:
*sous réserve de ratification ou d'acceptation*

Bertil STAHL

For the Government of the Swiss Confederation:

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse:

For the Government of the Turkish Republic:

Pour le Gouvernement de la République turque:

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:
*with reservation in respect of ratification or acceptance*

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:
*sous réserve de ratification ou d'acceptation*

*Strasbourg, 10th February* 1966

E. B. BOOTHBY

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

*Il Ministro per gli affari esteri*
FANFANI

---

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 13 marzo 1967, n. **449**.

**Classificazione in comprensorio di bonifica montana del territorio del « Feltrino e territori contermini del Medio Cismon e del Medio Piave », in provincia di Belluno.**

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la domanda del presidente della Comunità Montana Feltrina, con sede in Feltre (Belluno) in data 2 ottobre 1962, su conforme delibera del Consiglio della Comunità in data 10 settembre 1962 per la classifica in comprensorio di bonifica montana, ai sensi dell'art. 14 della legge 25 luglio 1952, n. 991, del territorio ricadente nel bacino del Cismon e Medio Piave, e costituente la « Comunità Montana Feltrina » comprendente la circoscrizione amministrativa dei comuni di Alano di Piave, Arsiè, Cesio Maggiore, Feltre, Fonzaso, Lamon, Pedavena, S. Giustina Bellunese, S. Gregorio nelle Alpi, Seren del Grappa, Sovramonte, Quero e Vas, per complessivi ha. 60.492 tutti ricadenti in provincia di Belluno;

Vista la corografia in scala 1:100.000 nella quale è indicato il perimetro della zona da classificare;

Visto l'art. 14 della legge 25 luglio 1952, n. 991 e l'articolo 32 del decreto del Presidente della Repubblica 16 novembre 1952, n. 1979;

Sentito il Consiglio superiore dell'agricoltura e delle foreste;

Ritenuto che sussistano le condizioni per procedere alla richiesta classifica;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per l'agricoltura e le foreste di concerto con i Ministri per i lavori pubblici e per il tesoro;

Decreta:

*Articolo unico.*

Il territorio del « Feltrino e territori contermini del Medio Cismon e del Medio Piave », della superficie di ha. 60.492 e comprendente i comuni di Alano di Piave, Arsiè, Cesio Maggiore, Feltre, Fonzaso, Lamon, Pedavena, S. Giustina Bellunese, S. Gregorio nelle Alpi, Seren del Grappa, Sovramonte, Quero e Vas, costituenti la « Comunità Montana Feltrina », secondo la linea sfumata in verde dell'allegata corografia in scala 1:100.000 che, vistata dal Ministro proponente, forma parte integrante del presente decreto, è classificato « Comprensorio di bonifica montana » ai sensi e per gli effetti della legge 25 luglio 1952, n. 991.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 13 marzo 1967

SARAGAT

RESTIVO — MANCINI — COLOMBO

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
*Registrato alla Corte dei conti, addì* 22 *giugno* 1967
*Atti del Governo, registro n.* 211, *foglio n.* 153. — GRECO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 27 aprile 1967, n. 450.

**Orari e programmi di insegnamento e di esami negli Istituti tecnici con insegnamento in lingua slovena.**

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduto l'art. 4 della legge 19 luglio 1961, n. 1012;

Sentito il parere del Consiglio superiore della pubblica istruzione;

Sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione;

Decreta:

Art. 1.

Negli Istituti tecnici con insegnamento in lingua slovena si applicano gli orari d'insegnamento stabiliti dal decreto del Presidente della Repubblica 30 settembre 1961, n. 1222, con l'aggiunta dell'insegnamento di « lingua e lettere slovene » comportante un orario pari, per ciascuna classe, a quello previsto per l'insegnamento di « lingua e lettere italiane ».

Art. 2.

Negli Istituti previsti dal precedente articolo, i programmi relativi all'insegnamento di lingua e lettere slovene e a quello della storia sono stabiliti secondo il testo allegato al presente decreto (allegati *A* e *B*). Per le restanti discipline si applicano integralmente i programmi stabiliti dal decreto del Presidente della Repubblica 30 settembre 1961, n. 1222.

Art. 3.

Negli Istituti previsti dal precedente articolo 1, gli esami di promozione, idoneità e abilitazione tecnica si svolgono secondo i programmi vigenti, integrati, per quanto concerne la disciplina « lingua e lettere slovene » dai programmi stabiliti secondo il testo allegato al presente decreto (allegato *C*).

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 27 aprile 1967

SARAGAT

GUI

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
*Registrato alla Corte dei conti, addì 17 giugno 1967*
*Atti del Governo, registro n. 211, foglio n. 139.* — GRECO

ALLEGATO *A*

PROGRAMMI DI INSEGNAMENTO
relativi alla materia « Lingua e lettere slovene »

L'insegnamento della lingua e della letteratura slovena dovrà perseguire le seguenti mete:

sviluppare la conoscenza della lingua nei suoi aspetti lessicali, strutturali e stilistici;

condurre il giovane, attraverso la lettura diretta dei testi, all'affinamento del gusto e alla comprensione degli elementi essenziali della cultura letteraria.

Lo studio della letteratura si concentrerà su quegli autori che possono essere considerati come l'espressione più alta del mondo spirituale sloveno.

Il giovane dovrà essere avviato non soltanto a una corretta espressione ma anche dovrà esercitarsi a gustare, negli autori letti, i pregi più propriamente stilistici ed estetici.

Di qui la necessità di letture dei testi, assidue, sistematiche e approfondite, sorrette dal possesso degli elementi di cultura che sono alla base delle opere lette e che vi si esprimono.

Valgono, in linea di massima, le avvertenze sui programmi degli istituti tecnici approvati con decreto del Presidente della Repubblica 30 settembre 1961, n. 1122.

1ª e 2ª classe.

Studio della struttura morfologica e sintattica della lingua slovena. Esposizione orale e scritta, composizioni e conversazioni su argomenti che rientrino nell'esperienza diretta e indiretta degli alunni.

Lettura, esposizione e commento di pagine particolarmente significative e adatte, di carattere narrativo, lirico, drammatico, di autori dei secoli XIX e XX.

3ª classe.

Studio della letteratura slovena dalle origini a Preseren, compresa la letteratura popolare, integrato da letture e commento di opere o passi di opere scelte tra le più rappresentative.

Esercitazioni di lingua mediante composizioni scritte su argomenti che rientrino nell'esperienza di vita e di cultura degli alunni.

4ª classe.

Studio della letteratura slovena da Preseren alla « Moderna », integrato da lettura e commento di opere come per la 3ª classe.

Esercitazioni di lingua come per la 3ª classe.

5ª classe.

Studio della letteratura slovena dalla « Moderna » agli autori contemporanei, integrato da lettura e commento di opere come per la 3ª classe.

Esercitazioni di lingua come per la 3ª classe.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

*Il Ministro per la pubblica istruzione*
GUI

ALLEGATO *B*

PROGRAMMI D'INSEGNAMENTO DELLA STORIA

1ª classe.

Cenni sulla civiltà dell'Oriente antico. Principali vicende della narrazione biblica. Antichi popoli mediterranei. Origini e sviluppo della civiltà greca. Ordinamenti sociali e politici delle più importanti città greche. Colonizzazione mediterranea con speciale riguardo all'Italia.

Età di Pericle. Massimo splendore dell'arte e della cultura greca. Guerre peloponnesiache. Egemonia spartana, tebana e macedone. Impero di Alessandro Magno. Il pensiero politico-economico dei massimi pensatori della Grecia. Antichi abitatori della Italia e origini di Roma. Periodo regio. Espansione romana nella penisola e nel Mediterraneo. Istituzioni repubblicane. Guerre civili e crisi della Repubblica.

2ª classe.

Costituzione dell'Impero Romano. Vita economica e sociale. Il diritto, la cultura e l'arte. Espansione della potenza e della cultura romana nei Balcani. Impero e Cristianesimo fino al secolo IV. La romanità e le sue vestigie. Significato della cultura antica per il successivo sviluppo storico. La Chiesa in Occidente e il Papato. La crisi dell'Impero e i barbari. Medio Evo barbarico: società e istituzioni. Il feudalesimo: aspetti economico-sociali. Gli Arabi: religione e conquiste. L'insediamento degli Slavi nei Balcani. La cristianizzazione degli Slavi. Impero Carolingio. Formazione degli Stati feudali jugoslavi nel Medio Evo. Papato e Impero: lotte di supremazia. I Normanni, I Comuni, le Crociate e la rinascita della economia. Sviluppo delle città in Dalmazia e in Istria. Cultura medievale.

3ª classe.

Formazione delle monarchie occidentali. Dominio svevo in Italia. Signorie e principati. Guerre di equilibrio. Civiltà del Rinascimento. Viaggi, scoperte geografiche e loro effetti econo-

mici, Europa e Italia nel '500. Invasioni turche nei Balcani e loro conseguenze. Gli sloveni sotto gli Asburgo. Predominio di Venezia nell'Adriatico. La lotta contro i Turchi e l'apporto degli Stati italiani. Riforma e Controriforma. Riforma e Controriforma in Slovenia. L'Europa e l'Italia nel Seicento.

4ª classe.

Guerre di successione in Europa. Vita economica e sociale, civiltà e cultura europea nel Settecento. Illuminismo e Riforme. Colonie latine e inglesi in America. Rivoluzione americana e costituzione degli Stati Uniti d'America. Rivoluzione francese e sue ripercussioni in Italia e in Europa. Periodo napoleonico. Restaurazione. Formazione della Serbia e del Montenegro. Inizio del Risorgimento italiano. Rivoluzioni europee.

5ª classe.

Il 1848, il decennio di preparazione e le guerre del '59. Costituzione del Regno d'Italia e compimento dell'unità. Ripercussioni del Risorgimento italiano presso i popoli jugoslavi. Lotte nazionali nella monarchia austro-ungarica. Origini della questione sociale e sviluppi del capitalismo. L'Italia dal 1901 al 1915; problemi interni e rapporti internazionali. L'espansione coloniale degli Stati europei e l'Italia. Progresso delle scienze e sviluppo delle industrie nei secoli XIX e XX. Estremo Oriente.

La prima guerra mondiale e la caduta degli Asburgo.

La formazione della Jugoslavia.

L'Europa fra le due guerre. La vittoria del fascismo in Italia e del nazismo in Germania.

La seconda guerra mondiale. La Resistenza, la lotta di liberazione, la costituzione della Repubblica italiana; ideali e realizzazioni della democrazia.

La lotta di liberazione dei popoli jugoslavi.

Il mondo dopo la seconda guerra mondiale. Tramonto del colonialismo e nuovi Stati del mondo.

Istituti e organizzazioni internazionali per la cooperazione fra i popoli. Comunità europea.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

*Il Ministro per la pubblica istruzione*
GUI

ALLEGATO *C*

PROGRAMMI D'ESAME
relativi alla materia: « lingua e lettere slovene »

*Esami di promozione e idoneità.*

Gli esami di promozione comprendono una prova scritta ed una prova orale e verteranno sul programma d'insegnamento svolto durante l'anno scolastico.

Gli esami di idoneità comprendono una prova scritta ed una prova orale e verteranno sul programma d'insegnamento della classe precedente a quella cui il candidato aspira.

*Esami di abilitazione tecnica.*

*Prova scritta* - Svolgimento di un tema scelto dal candidato fra i tre che gli saranno proposti, dei quali uno riguarderà un argomento di letteratura slovena, un secondo verterà sul programma di storia, un terzo sarà tratto dalla osservazione della vita e della Società contemporanea.
(durata della prova: sei ore).

*Prova orale* - Il colloquio verterà sul programma dell'ultimo anno e sulle linee fondamentali di quello degli anni precedenti.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

*Il Ministro per la pubblica istruzione*
GUI

## ERRATA-CORRIGE

Nella tabella annessa alla legge 15 giugno 1967, n. 430, relativa all'istituzione di una nuova sezione in funzione di Corte di assise di appello presso la Corte di appello di Catanzaro, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 154, del 22 giugno 1967, alla colonna: « Tribunali compresi nella circoscrizione della Corte di assise » in luogo di: « Crotone, Nicastro, Vibo Valentia » leggasi: **« Catanzaro, Crotone, Nicastro, Vibo Valentia ».**

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 21 aprile 1967.

**Costituzione della Commissione straordinaria cui spetta decidere sulle impugnazioni avverso le deliberazioni della Commissione incaricata di procedere alla prima formazione dell'albo professionale e dell'elenco speciale dei geologi.**

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la legge 3 febbraio 1963, n. 112, contenente norme per la tutela del titolo e della professione di geologo;

Vista la legge 25 luglio 1966, n. 616, contenente norme integrative per l'applicazione della legge precitata;

Ritenuto che occorre procedere alla nomina della Commissione straordinaria, prevista dall'art. 19 della legge 25 luglio 1966, n. 616, cui spetta decidere sulle impugnazioni avverso le deliberazioni della Commissione incaricata di procedere alla prima formazione dello albo professionale e dell'elenco speciale dei geologi;

Sulla proposta del Ministro per la grazia e giustizia di concerto con i Ministri per l'industria e il commercio e per la pubblica istruzione;

Decreta:

La Commissione straordinaria cui spetta decidere sulle impugnazioni avverso le deliberazioni della Commissione incaricata di procedere alla prima formazione dell'albo professionale e dell'elenco speciale dei geologi, è composta come segue:

*Presidente*:

Catania dott. Vincenzo, magistrato di cassazione.

*Componenti*:

Marras dott. Giuseppe, direttore dell'Ufficio delle libere professioni presso il Ministero di grazia e giustizia;

Bianchini dott. Manfredo, ispettore generale designato dal Ministero della pubblica istruzione;

Martelli dott. Gino, geologo superiore del Servizio geologico designato dal Ministero dell'industria e del commercio;

Desio prof. Ardito, ordinario di geologia presso la Università di Milano;

Segrè prof. Aldo, straordinario di geografia fisica presso l'Università di Messina, laureato in geologia;

Aquilina prof. Carmelo Fortunato, ordinario di geofisica mineraria presso l'Università di Roma;

Signorini prof. Roberto, incaricato di geologia applicata presso l'Università di Roma;

Cita Sironi prof. Maria Bianca, libero docente in geologia, consigliere dell'A.N.G.I., residente in Milano, via Plinio, 63;

De Micheli dott. Giuseppe, dirigente di società mineraria del gruppo Edison, consigliere dell'A.N.G.I., residente in Milano, viale Traiano, 13;

Ascheri dott. Angelo, libero professionista, consigliere e presidente della Commissione sindacale della A.N.G.I., residente in Como, via Dante, 62;

Pasini dott. Mario, dipendente dell'A.G.I.P. mineraria, consigliere dell'A.N.G.I., residente in S. Donato Milanese, via E. Fermi, 10-b;

Pavan dott. Gabriele, dipendente dell'A.G.I.P. mineraria del gruppo ENI, consigliere dell'A.N.G.I., residente in S. Donato Milanese, via Kennedy, 10.

Dato a Roma, addì 21 aprile 1967

SARAGAT

REALE — ANDREOTTI — GUI

**(5429)**

DECRETO MINISTERIALE 15 maggio 1967.

**Modifica dello statuto dell'Istituto di credito per il finanziamento a medio termine alle medie e piccole industrie dell'Umbria, ente di diritto pubblico, con sede in Perugia.**

IL MINISTRO PER IL TESORO

DI CONCERTO CON

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

Vista la legge 22 giugno 1950, n. 445;

Visti il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e le successive modificazioni ed integrazioni, nonchè il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Visti lo statuto dell'Istituto di credito per il finanziamento a medio termine alle medie e piccole industrie dell'Umbria, ente di diritto pubblico, con sede a Perugia, approvato con decreto ministeriale 29 maggio 1953 e le successive modificazioni ed integrazioni;

Vista la deliberazione assunta in data 9 novembre 1966 dall'assemblea straordinaria degli enti partecipanti al predetto Istituto regionale;

Vista la deliberazione adottata dal Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio nella riunione del 14 aprile 1967;

Decreta:

Sono approvate le modificazioni degli articoli 5, primo comma, e 23 dello statuto dell'Istituto di credito per il finanziamento a medio termine alle medie e piccole industrie dell'Umbria, ente di diritto pubblico con sede a Perugia, in conformità del testo allegato che costituisce parte integrante del presente decreto.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 15 maggio 1967

*Il Ministro per il tesoro*
COLOMBO

*Il Ministro per l'industria, il commercio e l'artigianato*
ANDREOTTI

---

**Modificazioni dello statuto dell'Istituto di credito per il finanziamento a medio termine alle medie e piccole industrie dell'Umbria, ente diritto pubblico, con sede in Perugia.**

Art. 5, 1° comma

Il fondo di dotazione dell'Istituto è di L. 2.440.000.000 (duemiliardiquattrocentoquarantamilioni) ripartito in quote di partecipazione nominative ed indivisibili di L. 100.000 (centomila) ciascuna. Detto fondo è costituito come segue:

| | Numero quote | Lire |
|---|---|---|
| Tesoro dello Stato | 11.400 | 1.140.000.000 |
| Cassa di Risparmio di Perugia | 4.946 | 494.600.000 |
| Istituto di Credito delle Casse di Risparmio Italiane - Roma | 1.800 | 180.000.000 |
| Cassa di Risparmio e Monte di Credito su Pegno di Terni | 1.630 | 163.000.000 |
| Cassa di Risparmio di Foligno | 1.114 | 111.400.000 |
| Cassa di Risparmio di Città di Castello | 1.610 | 161.000.000 |
| Cassa di Risparmio di Spoleto | 718 | 71.800.000 |
| Cassa di Risparmio di Orvieto | 578 | 57.800.000 |
| Cassa di Risparmio di Narni | 390 | 39.000.000 |
| Banca Marscianese - Marsciano | 214 | 21.400.000 |
| | 24.400 | 2.440.000.000 |

Art. 23.

Il Consiglio di amministrazione è investito del più ampio mandato per tutto ciò che non è riservato all'assemblea.

Spetta in particolare al Consiglio:

*a*) designare un consigliere per la sostituzione del presidente e del vice presidente in caso di loro contemporanea assenza od impedimento;

*b*) nominare annualmente i membri dei Comitati locali di sconto di sua competenza fissando l'ammontare delle relative medaglie di presenza;

*c*) approvare i regolamenti occorrenti per disciplinare l'ordinamento e l'attività dell'Istituto;

*d*) nominare il direttore e il personale di qualunque grado di cui sia ritenuta indispensabile l'assunzione alle dirette dipendenze, fissandone i requisiti, le attribuzioni, il trattamento economico e di quiescenza;

*e*) delegare mansioni di carattere esecutivo a Istituti partecipanti;

*f*) determinare la competenza del Comitato centrale e fissare il turno annuale dei consiglieri elettivi che andranno a comporlo;

*g*) determinare i criteri generali per la concessione del credito;

*h*) fissare i saggi di interesse da applicare sulle operazioni attive e approvare quelli da corrispondere sulle operazioni passive;

*i*) deliberare sulle operazioni di credito che eccedono i limiti di competenza attribuiti al Comitato centrale;

*l*) deliberare sulla cancellazione, riduzione delle ipoteche, rinuncia a privilegi, a pegni ed altre garanzie, quando permanga un credito dell'Istituto;

*m*) deliberare sulla emissione delle obbligazioni e dei buoni fruttiferi fissandone le modalità, le condizioni ed i saggi d'interesse;

*n*) deliberare sulla apertura di credito in conto corrente concordandone le modalità e le condizioni;

*o*) deliberare sul risconto del portafoglio e sulla cessione dei crediti non cambiari al Mediocredito;

*p*) deliberare sulle liti da promuovere o da sostenersi, autorizzando il presidente o chi per esso a stare in giudizio, nonchè a transigere, a rinunciare, ecc.;

*q*) firmare i bilanci e le relazioni e quanto altro deve formare oggetto di esame o di discussione da parte dell'assemblea dei partecipanti;

*r*) deliberare sulle alienazioni dei beni immobili provenienti da subasta;

*s*) provvedere, in genere, a tutto quanto occorre per il regolare funzionamento dell'Istituto e deliberare su ogni altro oggetto che nel presente statuto non sia stato espressamente riservato alla competenza dell'assemblea dei partecipanti;

*t*) invitare, ove lo ritenga opportuno, un esperto che potrà partecipare alle sedute del Consiglio con voto consultivo.

Il Consiglio di amministrazione designa altresì, su proposta del direttore, il dirigente o il funzionario dell'Istituto o di una delle aziende di credito dell'Umbria partecipanti, incaricato di sostituire il direttore stesso in caso di sua assenza o impedimento.

**(6803)**

---

DECRETO MINISTERIALE 5 giugno 1967.

**Dichiarazione di notevole interesse pubblico dell'intero territorio del comune di Calco (Como).**

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 29 giugno 1939, n. 1497, sulla protezione delle bellezze naturali;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 3 giugno 1940, n. 1357, per l'applicazione della legge predetta;

Esaminati gli atti;

Considerato che la Commissione provinciale di Como per la protezione delle bellezze naturali, nell'adunanza del 10 novembre 1964, ha incluso nell'elenco delle cose

da sottoporre alla tutela paesistica compilato ai sensi dell'art. 2 della legge sopracitata, l'intero territorio comunale di Calco;

Considerato che il verbale della suddetta Commissione è stato pubblicato nei modi prescritti dall'art. 2 della precitata legge all'albo del comune di Calco (Como);

Vista l'opposizione presentata, a termini di legge, avverso la predetta proposta di vincolo, da parte del comune di Calco, che si dichiara respinta;

Considerato che il vincolo comporta, in particolare, l'obbligo da parte del proprietario, possessore o detentore a qualsiasi titolo, dell'immobile ricadente nella località vincolata, di presentare alla competente Soprintendenza, per la preventiva approvazione, qualunque progetto di opere che possano modificare l'aspetto esteriore della località stessa;

Riconosciuto che la zona predetta ha notevole interesse pubblico perchè concorre a formare quella parte di Brianza caratterizzata da valori paesistici tradizionali che — nel Comune in argomento, come in quelli ad esso adiacenti — costituiscono come il sottofondo generale ad episodi panoramici componenti quadri naturali di particolare bellezza, accompagnati alla presenza di punti di vista accessibili al pubblico che di quelle bellezze permettono il godimento, quali la collina della Madonna del Bosco, l'abitato in posizione elevata, il fiume Adda che conferisce ai luoghi da esso attraversati intense vibrazioni leonardesche, le visuali verso le prealpi e la collina di S. Genesio e inoltre la zona costituisce un vasto complesso di cose immobili componenti un caratteristico insieme avente valore estetico e tradizionale, godibile da parte del pubblico, coincidente, senza soluzione di continuità, con un'ampia parte della Brianza, di cui Calco ed i Comuni adiacenti fanno parte;

Considerato che i caratteri di bellezza naturale riscontrati dalla Commissione provinciale concorrono, sia pure in diverso grado, a formare i quadri d'insieme nel cui contesto le parti meno pregevoli assumono una funzione d'inscindibilità dal vincolo, tanto da richiedersi che la zona da assoggettare a tutela coincida con i confini del territorio comunale;

Decreta:

L'intero territorio del comune di Calco (Como) ha notevole interesse pubblico ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, ed è quindi sottoposto a tutte le disposizioni contenute nella legge stessa.

Il presente decreto sarà pubblicato ai sensi e per gli effetti dell'art. 12 del regolamento 3 giugno 1940, n. 1357, nella *Gazzetta Ufficiale* insieme con il verbale della Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Como.

La Soprintendenza ai monumenti di Milano curerà che il comune di Calco provveda all'affissione della *Gazzetta Ufficiale* contenente il presente decreto allo albo comunale entro un mese dalla data della sua pubblicazione, e che il Comune stesso tenga a disposizione degli interessati altra copia della *Gazzetta Ufficiale* con la planimetria della zona vincolata, giusta lo art. 4 della legge precitata.

La Soprintendenza comunicherà al Ministero la data della effettiva affissione della *Gazzetta Ufficiale* stessa.

Roma, addì 5 giugno 1967

*p. Il Ministro:* CALEFFI

**Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Como**

*Verbale n. 2 - Adunanza del 10 novembre 1964*

Convocata con lettera raccomandata 3 novembre 1964, n. 7951, si è riunita oggi 10 novembre 1964, alle ore 9,30, presso la sede dell'Amministrazione provinciale di Como, in via Borgovico n. 82, la Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali, per la trattazione dei seguenti argomenti all'ordine del giorno:

(*Omissis*).

COMUNE DI CALCO - Vincolo sull'intero territorio comunale.

(*Omissis*).

La Commissione delibera all'unanimità l'apposizione del vincolo paesistico ai sensi dell'art. 1 nn. 3 e 4 della legge 29 giugno 1939, n. 1497 sull'intero territorio del comune di Calco, delimitato come segue:

*a nord*: dalla linea di confine del comune di Brivio;

*a est*: dal fiume Adda;

*a sud*: dalla linea di confine dei comuni di Imbersago e Merate;

*a ovest*: dalla linea di confine del comune di Olgiate Molgora.

**(6488)**

---

DECRETO MINISTERIALE 5 giugno 1967.

**Dichiarazione di notevole interesse pubblico dell'intero territorio comunale di Valgreghentino (Como).**

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 29 giugno 1939, n. 1497, sulla protezione delle bellezze naturali;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 3 giugno 1940, n. 1357, per l'applicazione della legge predetta;

Esaminati gli atti;

Considerato che la Commissione provinciale di Como per la protezione delle bellezze naturali, nell'adunanza del 10 novembre 1964, ha incluso nell'elenco delle cose da sottoporre alla tutela paesistica compilato ai sensi dell'art. 2 della legge sopracitata l'intero territorio comunale di Valgreghentino;

Considerato che il verbale della suddetta Commissione è stato pubblicato nei modi prescritti dall'art. 2 della precitata legge all'albo del comune di Valgreghentino (Como);

Visto che nessuna opposizione è stata presentata, a termini di legge, avverso la predetta proposta di vincolo;

Considerato che il vincolo comporta, in particolare, l'obbligo da parte del proprietario, possessore o detentore a qualsiasi titolo, dell'immobile ricadente nella località vincolata, di presentare alla competente Soprintendenza, per la preventiva approvazione, qualunque progetto di opere che possano modificare l'aspetto esteriore della località stessa;

Riconosciuto che la zona predetta ha notevole interesse pubblico perchè concorre a costituire quella parte di Brianza caratterizzata da valori paesistici tradizionali che — nel Comune in argomento, come in quelli ad esso adiacenti — formano come il sottofondo generale ad episodi panoramici componenti quadri naturali di particolare bellezza, accompagnati dalla presenza di punti di vista accessibili al pubblico che di dette bellezze permettono il godimento e considerato che la zona in questione rappresenta la continuazione di quella di Airuno possedendone le medesime caratteristiche, cui

si aggiunge la presenza dei resti di antiche opere di difesa della valle dell'Adda riferibili all'epoca in cui questa segnava il confine fra il Ducato di Milano e la Repubblica di Venezia e che inoltre costituisce un vasto complesso di cose immobili componenti un caratteristico insieme avente valore estetico e tradizionale coincidente, senza soluzione di continuità con un'ampia area della Brianza di cui Valgreghentino ed i Comuni adiacenti fanno parte;

Considerato che i caratteri di bellezza naturale riscontrati dalla Commissione provinciale concorrono, sia pure in diverso grado, a formare i quadri d'insieme nel cui contesto le parti meno pregevoli assumono una funzione d'inscindibilità dal vincolo, tanto da richiedersi che la zona da assoggettare a tutela coincida con i confini del territorio comunale;

Decreta:

L'intero territorio del comune di Valgreghentino (Como) ha notevole interesse pubblico ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, ed è quindi sottoposto a tutte le disposizioni contenute nella legge stessa.

Il presente decreto sarà pubblicato ai sensi e per gli effetti dell'art. 12 del regolamento 3 giugno 1940, n. 1357, nella *Gazzetta Ufficiale* insieme con il verbale della Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Como.

La Soprintendenza ai monumenti di Milano curerà che il comune di Valgreghentino provveda all'affissione della *Gazzetta Ufficiale* contenente il presente decreto all'albo comunale entro un mese dalla data della sua pubblicazione, e che il Comune stesso tenga a disposizione degli interessati altra copia della *Gazzetta Ufficiale* con la planimetria della zona vincolata, giusta lo art. 4 della legge precitata.

La Soprintendenza comunicherà al Ministero la data della effettiva affissione della *Gazzetta Ufficiale* stessa.

Roma, addì 5 giugno 1967

p. *Il Ministro*: CALEFFI

---

**Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Como**

*Verbale n.* 2 - *Adunanza del* 10 *novembre* 1964

Convocata con lettera raccomandata 3 novembre 1964, n. 7951, si è riunita oggi, 10 novembre 1964, alle ore 9,30, presso la sede dell'Amministrazione provinciale di Como, in via Borgovico n. 82, la Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali, per la trattazione dei seguenti argomenti all'ordine del giorno:

(*Omissis*).

COMUNE DI VALGREGHENTINO - Vincolo sull'intero territorio comunale.

(*Omissis*).

La Commissione delibera all'unanimità, l'apposizione del vincolo paesistico ai sensi dell'art. 1 nn. 3 e 4 della legge 29 giugno 1939, n. 1497, sull'intero territorio del comune di Valgreghentino, delimitato come segue:

*a nord*: dalla linea di confine dei comuni di Galbiate ed Olginate;

*a est*: dalla linea di confine con il comune di Olginate;

*a sud*: dalla linea di confine con il comune di Airuno;

*a oves*: dalla linea di confine dei comuni di Galbiate e Colle Brianza.

(6493)

DECRETO MINISTERIALE 5 giugno 1967.

**Dichiarazione di notevole interesse pubblico dell'intero territorio comunale di Cassago Brianza (Como).**

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 29 giugno 1939, n. 1497, sulla protezione delle bellezze naturali;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 3 giugno 1940, n. 1357, per l'applicazione della legge predetta;

Esaminati gli atti;

Considerato che la Commissione provinciale di Como per la protezione delle bellezze naturali, nell'adunanza del 10 novembre 1964, ha incluso nell'elenco delle cose da sottoporre alla tutela paesistica compilato ai sensi dell'art. 2 della legge sopracitata, l'intero territorio comunale di Cassago Brianza;

Considerato che il verbale della suddetta Commissione è stato pubblicato nei modi prescritti dall'art. 2 della precitata legge all'albo del comune di Cassago Brianza (Como);

Vista l'opposizione presentata, a termini di legge, avverso la predetta proposta di vincolo, da parte del comune di Cassago Brianza, che si dichiara respinta;

Considerato che il vincolo comporta, in particolare, l'obbligo da parte del proprietario, possessore o detentore a qualsiasi titolo, dell'immobile ricadente nella località vincolata, di presentare alla competente Soprintendenza, per la preventiva approvazione, qualunque progetto di opere che possano modificare l'aspetto esteriore della località stessa;

Riconosciuto che la zona predetta ha notevole interesse pubblico perchè, per le sue caratteristiche ambientali, tipiche della Brianza centrale, nel costante rapporto di dimensione dei campi e nell'alternanza di questi con zone boscose; per la presenza di un monumentale sepolcro gotico-romanico, espressione della architettura e del gusto di un'epoca — monumento situato sul culmine di una collina donde si gode una veduta circolare particolarmente ampia, mentre, reciprocamente, detto edificio rappresenta un tradizionale elemento decorativo di tutta la parte centrale — costituisce un quadro naturale di grande bellezza nonchè un vasto complesso di cose immobili componenti un insieme di valore estetico e tradizionale, coincidente, senza soluzione di continuità, con un'ampia area della Brianza di cui Cassango ed i Comuni adiacenti fanno parte;

Considerato che i caratteri di bellezza naturale riscontrati dalla Commissione provinciale concorrono, sia pure in diverso grado a fornire i quadri d'insieme nel cui contesto le parti meno pregevoli assumono una funzione d'inscindibilità dal vincolo, tanto da richiedersi che la zona da assoggettare a tutela coincida con i confini del territorio comunale;

Decreta:

L'intero territorio del comune di Cassago Brianza ha notevole interesse pubblico ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, ed è quindi sottoposto a tutte le disposizioni contenute nella legge stessa.

Il presente decreto sarà pubblicato ai sensi e per gli effetti dell'art. 12 del regolamento 3 giugno 1940, numero 1357, nella *Gazzetta Ufficiale* insieme con il verbale della Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Como.

La Soprintendenza ai monumenti di Milano curerà che il comune di Cassago Brianza provveda all'affissione della *Gazzetta Ufficiale* contenente il presente decreto all'albo comunale entro un mese dalla data della sua pubblicazione e che il Comune stesso tenga a disposizione degli interessati altra copia della *Gazzetta Ufficiale* con la planimetria della zona vincolata, giusta l'art. 4 della legge sopracitata.

La Soprintendenza comunicherà al Ministero la data della effettiva affissione della *Gazzetta Ufficiale* stessa.

Roma, addì 5 giugno 1967

p. *Il Ministro*: CALEFFI

**Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Como**

*Verbale n.* 2 - *Adunanza del* 10 *novembre* 1964

Convocata con lettera raccomandata 3 novembre 1964, numero 7951, si è riunita oggi 10 novembre 1964, alle ore 9,30, presso la sede dell'Amministrazione provinciale di Como, in via Borgovico, 82, la Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali, per la trattazione degli argomenti di cui allo ordine del giorno.

(*Omissis*).

COMUNE DI CASSAGO BRIANZA. — Vincolo sull'intero territorio comunale.

(*Omissis*).

La Commissione delibera all'unanimità l'apposizione del vincolo paesistico ai sensi dell'art. 1, numeri 3) e 4) della legge 29 giugno 1939, n. 1497, sull'intero territorio del comune di Cassago Brianza, delimitato come segue:

a *nord*: dalla linea di confine del comune di Bulgiago;

a *est*: dalla linea di confine dei comuni di Cremella e Barzanò;

a *sud*: dalla linea di confine del comune di Monticello Brianza;

a *ovest*: dalla linea di confine dei comuni di Besana Brianza, Renate, Veduggio e Nibionno.

(*Omissis*).

**(6495)**

DECRETO MINISTERIALE 5 giugno 1967.

**Dichiarazione di notevole interesse pubblico dell'intero territorio comunale di Airuno (Como).**

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 29 giugno 1939, n. 1497, sulla protezione delle bellezze naturali;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 3 giugno 1940, n. 1357, per l'applicazione della legge predetta;

Esaminati gli atti;

Considerato che la Commissione provinciale di Como per la protezione delle bellezze naturali, nell'adunanza del 10 novembre 1964, ha incluso nell'elenco delle cose da sottoporre alla tutela paesistica compilato ai sensi dell'art. 2 della legge sopracitata, l'intero territorio del comune di Airuno (Como);

Considerato che il verbale della suddetta Commissione è stato pubblicato nei modi prescritti dall'art. 2 della precitata legge all'albo del comune di Airuno;

Visto che nessuna opposizione è stata presentata, a termini di legge, avverso la predetta proposta di vincolo;

Considerato che il vincolo comporta, in particolare, l'obbligo da parte del proprietario, possessore o detentore a qualsiasi titolo, dell'immobile ricadente nella località vincolata, di presentare alla competente Soprintendenza, per la preventiva approvazione, qualunque progetto di opere che possano modificare l'aspetto esteriore della località stessa;

Riconosciuto che la zona predetta ha notevole interesse pubblico perchè, situata sulle falde orientali del monte Genesio e caratterizzata a tergo dalla intatta natura silvestre di quel monte, sulla cui sommità sorge l'omonimo monastero, concorre a costituire quella parte di Brianza caratterizzata da valori paesistici e tradizionali che — nel Comune in argomento, come in quelli ad esso adiacenti — formano come il sottofondo generale ad episodi panoramici componenti quadri naturali di particolare bellezza, accompagnati da punti di vista accessibili al pubblico che permettono il godimento di dette bellezze, tra cui la valle percorsa, con una sequenza di anse, dal fiume Adda e le prealpi bergamasche gravitanti intorno al centro storico di Pontida, e, inoltre, si inserisce in un vasto complesso di cose immobili componenti un caratteristico insieme avente valore estetico e tradizionale, coincidente senza soluzione di continuità con un'ampia parte della Brianza di cui Airuno e i Comuni adiacenti fanno parte;

Considerato che i caratteri di bellezza naturale riscontrati dalla Commissione provinciale concorrono, sia pure in diverso grado, a formare i quadri d'insieme nel cui contesto le parti meno pregevoli assumono una funzione d'inscindibilità dal vincolo, tanto da richiedersi che la zona da assoggettare a tutela coincida con i confini del territorio comunale;

Decreta:

L'intero territorio del comune di Airuno ha notevole interesse pubblico ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, ed è quindi sottoposto a tutte le disposizioni contenute nella legge stessa.

Il presente decreto sarà pubblicato ai sensi e per gli effetti dell'art. 12 del regolamento 3 giugno 1940, n. 1357, nella *Gazzetta Ufficiale* insieme con il verbale della Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Como.

La Soprintendenza ai monumenti di Milano curerà che il comune di Airuno provveda all'affissione della *Gazzetta Ufficiale* contenente il presente decreto allo albo comunale entro un mese dalla data della sua pubblicazione, e che il Comune stesso tenga a disposizione degli interessati altra copia della *Gazzetta Ufficiale* con la planimetria della zona vincolata, giusta lo art. 4 della legge precitata.

La Soprintendenza comunicherà al Ministero la data della effettiva affissione della *Gazzetta Ufficiale* stessa.

Roma, addì 5 giugno 1967

p. *Il Ministro*: CALEFFI

**Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Como**

*Verbale n.* 2 - *Adunanza del* 10 *novembre* 1964

Convocata con lettera raccomandata 3 novembre 1964, n. 7951, si è riunita oggi 10 novembre 1964, alle ore 9,30, presso la sede dell'Amministrazione provinciale di Como, in via Borgo-

vico n. 82, la Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali, per la trattazione dei seguenti argomenti all'ordine del giorno:

(*Omissis*).

COMUNE DI AIRUNO - Vincolo sull'intero territorio comunale.

(*Omissis*).

La Commissione delibera all'unanimità l'apposizione del vincolo paesistico ai sensi dell'art. 1 nn. 3 e 4 della legge 29 giugno 1939, n. 1497, sull'intero territorio del comune di Airuno, delimitato come segue:

*a nord*: dalla linea di confine dei comuni di Valgreghentino e Olginate;

*a est*: dal Fiume Adda e dalla linea di confine del comune di Brivio;

*a sud*: dalla linea di confine dei comuni di Brivio ed Olgiate Molgora;

*a ovest*: dalla linea di confine del comune di Colle Brianza.

**(6487)**

DECRETO MINISTERIALE 5 giugno 1967.

**Dichiarazione di notevole interesse pubblico di una zona sita nel comune di Caserta.**

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 29 giugno 1939, n. 1497, sulla protezione delle bellezze naturali;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 3 giugno 1940, n. 1357, per l'applicazione della legge predetta;

Esaminati gli atti;

Considerato che la Commissione provinciale di Caserta per la protezione delle bellezze naturali, nell'adunanza del 13 luglio 1966, ha incluso nell'elenco delle cose da sottoporre alla tutela paesistica, compilato ai sensi dell'art. 2 della legge sopracitata, la particella n. 333, foglio 9, sita nel comune di Caserta - frazione Caserta Vecchia, località Lupara;

Considerato che il verbale della suddetta Commissione è stato pubblicato nei modi prescritti dall'art. 2 della precitata legge all'albo del comune di Caserta;

Visto che nessuna opposizione è stata presentata, a termini di legge, avverso la predetta proposta di vincolo;

Considerato che il vincolo comporta, in particolare, l'obbligo da parte del proprietario, possessore o detentore a qualsiasi titolo, dell'immobile ricadente nella località vincolata, di presentare alla competente Soprintendenza, per la preventiva approvazione, qualunque progetto di opere che possano modificare l'aspetto esteriore della località stessa;

Riconosciuto che la zona predetta ha notevole interesse pubblico perchè costituisce un elemento di grande valore estetico e naturale che ha conservato integre le caratteristiche morfologiche del suolo e forma parte integrante dell'importante complesso architettonico del Borgo Medioevale di Caserta Vecchia;

Decreta:

La zona riportata in catasto al foglio 9, particella 333 nel territorio del comune di Caserta - frazione di Caserta Vecchia, località Lupara, ha notevole interesse pubblico ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, ed è quindi sottoposta a tutte le disposizioni contenute nella legge stessa.

Il presente decreto sarà pubblicato ai sensi e per gli effetti dell'art. 12 del regolamento 3 giugno 1940, numero 1357, nella *Gazzetta Ufficiale* insieme con il verbale della Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Caserta.

La Soprintendenza ai monumenti di Napoli curerà che il comune di Caserta provveda all'affissione della *Gazzetta Ufficiale* contenente il presente decreto all'albo comunale entro un mese dalla data della sua pubblicazione, e che il Comune stesso tenga a disposizione degli interessati altra copia della *Gazzetta Ufficiale* con la planimetria della zona vincolata, giusta l'art. 4 della legge precitata.

La Soprintendenza comunicherà al Ministero la data della effettiva affissione della *Gazzetta Ufficiale* stessa.

Roma, addì 5 giugno 1967

p. *Il Ministro*: CALEFFI

**Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Caserta**

*Verbale n.* 10

L'anno 1966, il giorno 13 del mese di luglio, alle ore 10,30, in Caserta e negli uffici dell'Amministrazione provinciale, previa convocazione nei modi di legge, si è riunita la Commissione provinciale di Caserta per la tutela delle bellezze naturali e panoramiche per discutere sul seguente oggetto posto all'ordine del giorno:

CASERTA - Frazione Caserta Vecchia. — Vincolo sull'area riportata in catasto al foglio 9 particella 333, in relazione agli ordini di sospensione ministeriali ex art. 1821 del 30 marzo 1966 (ditta Toscano Francesco e D'Amico Antonio) e n. 1822 del 30 marzo 1966 (Ditta Cicia Antonio e Guido).

(*Omissis*).

La Commissione all'unanimità delibera di riproporre la imposizione del vincolo ex art. 1 (n. 3) della legge 29 giugno 1939, n. 1497, sulla zona della località Lupara di Caserta Vecchia riportata in catasto al numero di part. 333 del foglio 9 di Caserta.

Detta zona risulta rappresentata sulla planimetria allegata come parte integrante del presente verbale ed in essa rientrano le proprietà dei signori Toscano Francesco e D'Amico Antonio - Cicia Guido oggetto dei provvedimenti ministeriali ex art. 8 legge 29 giugno 1939, n. 1497 e di cui ai telegrammi 1821 e 1822 del 30 marzo 1966 del Ministero della pubblica istruzione.

(*Omissis*).

*Motivazione dei vincoli*:

Elemento di notevole valore estetico e naturale che ha conservato integre le caratteristiche morfologiche del suolo e costituisce parte integrante del caratteristico complesso estetico-architettonico del borgo medioevale di Caserta Vecchia.

(*Omissis*).

**(6496)**

DECRETO MINISTERIALE 5 giugno 1967.

**Dichiarazione di notevole interesse pubblico della zona costiera del lago di Annone ricadente nei comuni di Suello, Civate, Galbiate, Oggiono e Annone (Como).**

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 29 giugno 1939, n. 1497, sulla protezione delle bellezze naturali;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 3 giugno 1940, n. 1357, per l'applicazione della legge predetta;

Esaminati gli atti;

Considerato che la Commissione provinciale di Como per la protezione delle bellezze naturali, nell'adunanza del 3 ottobre 1962, ha incluso nell'elenco delle cose da sottoporre alla tutela paesistica compilata ai sensi dell'art. 2 della legge sopracitata la zona costiera del lago di Annone ricadente nei comuni di Suello, Civate, Galbiate, Oggiono e Annone (Como);

Considerato che il verbale della suddetta Commissione è stato pubblicato nei modi prescritti dall'art. 2 della precitata legge all'albo dei comuni di Suello, Civate, Galbiate, Oggiono e Annone (Como);

Viste le opposizioni presentate a termini di legge, avverso la predetta proposta di vincolo, da parte della Società Immobiliare Arrotino 2 S.p.A., Società Immobiliare Arrotino 12 S.p.A., signori Rinaldo e Bartolomeo Gabella Lattuada, Valsecchio Giosuè fu Casimiro, Rusconi Carlo e Biagio fu Antonio, Stefanoni Cherubina fu Fermo, Valsecchi Lazzaro fu Fermo, Stefanoni Firmina in Riva, Crimella Ambrogio, Frigerio Maria fu Fedele, Valsecchi Filippo fu Casimiro, Rusconi Paolo fu Carlo, Rusconi Pietro e Giosuè fu Carlo, Castelnuovo Giuseppe e Mauri Michelina, Valsecchi Angelo e Gabriele fu Antonio, Moiana Felice - Moiana Emerenziana - Moiana Marino - Sesana Virginia ved. Moiana, Frigerio Eclesio fu Fedele, Gerosa Carolina ved. Stefanoni e figli Stefanoni Giuseppe e Angelo fu Fermo, Colombo Angelo e Stefanoni Luigia, Valsecchi Angelo fu Maurilio, Colombo Carolina ved. Garavaglia, Arrigo Luigi, Stefanoni Felice fu Vittorio, Rusconi Giulio fu Filippo, Soc. p. A. Immobiliare Gerenzone - Milano, Valsecchi Giuseppe fu Angelo, Crimella Andrea Luigi, Zona Santo, Colombo Giuseppe - Castelnuovo Fermo - Frigerio Giovanni - Frigerio Giuseppe - Castelnuovo Ponziano - Castelnuovo Vito - Stefanoni Antonio Ezecchiele - Stefanoni Giuseppe - Aldeghi Ernesta - Isella Carlo - Stefanoni Giovanni - Stefanoni Felice - Mauri Tarcisio - Valsecchi Quirico e Mauri Ugo, Moiana Valente, Valsecchi Ferdinando, Stefanoni Mario - sindaco di Suello - per conto e nell'interesse del comune di Suello, Aldeghi Luigi fu Vito, Stefanoni Elena in Armani, Lanfranchi Pietro Michele, Aldeghi Pierino, Galbusera Gaetano, Conti ing. Fermo, Galli Ferdinando, Gerosa Giovanni, Casati don Mario, Mauri Vito, Stefanoni Giovanni fu Antonio, Stefanoni Fermo fu Antonio, Valsecchi Luigi - opposizioni che si dichiarano respinte;

Considerato che il vincolo comporta, in particolare, l'obbligo da parte del proprietario, possessore o detentore a qualsiasi titolo, dell'immobile ricadente nella località vincolata, di presentare alla competente Soprintendenza, per la preventiva approvazione, qualunque progetto di opere che possano modificare l'aspetto esteriore della località stessa;

Riconosciuto che la zona predetta ha notevole interesse pubblico perchè forma un quadro naturale di particolare interesse in quanto è caratterizzata da una ricca vegetazione locale costituita da tipici canneti e da bellissimi alberi di alto fusto quali: pioppi e salici e che la stessa offre inoltre un susseguirsi di punti di vista accessibili al pubblico dai quali si gode la magnifica visuale del lago e della sponda opposta a cui fanno da sfondo i promontori e le colline della Brianza;

Decreta:

La zona costiera del lago di Annone comprendente parte dei territori dei comuni di Suello, Civate, Galbiate, Oggiono e Annone ha notevole interesse pubblico ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, ed è quindi sottoposta a tutte le disposizioni contenute nella legge stessa. Tale zona è delimitata da una linea che, partendo da Suello, segue la strada provinciale Como-Lecco fino alla deviazione per Sala al Barro, indi strada costiera sino all'ingresso di Sala al Barro, poi strada alta sino al casello ferroviario, poi tracciato della ferrovia sino al cimitero di Oggiono, strada Oggiono-Annone, indi all'innesto della predetta provinciale Como-Lecco.

Il presente decreto sarà pubblicato ai sensi e per gli effetti dell'art. 12 del regolamento 3 giugno 1940, n. 1357, nella *Gazzetta Ufficiale* insieme con il verbale della Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Como.

La Soprintendenza ai monumenti di Milano curerà che i comuni di Suello, Civate, Galbiate, Oggiono e Annone provvedano all'affissione della *Gazzetta Ufficiale* contenente il presente decreto agli albi comunali entro un mese dalla data della sua pubblicazione, e che i Comuni stessi tengano a disposizione degli interessati altra copia della *Gazzetta Ufficiale* con la planimetria della zona vincolata, giusta l'art. 4 della legge precitata.

La Soprintendenza comunicherà al Ministero la data della effettiva affissione della *Gazzetta Ufficiale* stessa.

Roma, addì 5 giugno 1967

p. *Il Ministro*: CALEFFI

---

**Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Como**

*Verbale n. 1 - Adunanza del 3 ottobre* 1962

*(Omissis)*.

2) LAGO DI ANNONE. — Tutela paesistica della zona del territorio dei comuni di Suello, Civate, Galbiate, Oggiono e Annone.

*(Omissis)*.

La Commissione delibera, consenzienti i sindaci di Annone, Galbiate e Oggiono, assenti i sindaci dei comuni di Suello e Civate, di sottoporre al vincolo paesistico, ai sensi dell'art. 1, n. 4, della legge 29 giugno 1939, n. 1497, la zona costiera comprendente parte dei territori dei comuni di Annone, Civate, Galbiate, Oggiono e Suello, delimitata da una linea che partendo da Suello, segue la strada provinciale Como-Lecco fino alla deviazione per Sala al Barro, indi strada costiera sino all'ingresso di Sala al Barro, poi strada alta sino al casello ferroviario, poi tracciato della ferrovia sino al cimitero di Oggiono, strada Oggiono-Annone, indi all'innesto della predetta provinciale Como-Lecco.

*(Omissis)*.

**(6483)**

---

DECRETO MINISTERIALE 5 giugno 1967.

**Dichiarazione di notevole interesse pubblico dell'intero territorio del comune di Barzanò (Como).**

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 29 giugno 1939, n. 1497, sulla protezione delle bellezze naturali;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 3 giugno 1940, n. 1357, per l'applicazione della legge predetta;

Esaminati gli atti;

Considerato che la Commissione provinciale di Como per la protezione delle bellezze naturali, nell'adunanza del 10 novembre 1964, ha incluso nell'elenco delle cose

da sottoporre alla tutela paesistica, compilato ai sensi dell'art. 2 della legge sopracitata, l'intero territorio comunale di Barzanò;

Considerato che il verbale della suddetta Commissione è stato pubblicato nei modi prescritti dall'art. 2 della precitata legge all'albo del comune di Barzanò (Como);

Visto che nessuna opposizione è stata presentata, a termini di legge, avverso la predetta proposta di vincolo;

Considerato che il vincolo comporta, in particolare, l'obbligo da parte del proprietario, possessore o detentore a qualsiasi titolo, dell'immobile ricadente nella località vincolata, di presentare alla competente Soprintendenza, per la preventiva approvazione, qualunque progetto di opere che possano modificare l'aspetto esteriore della località stessa;

Riconosciuto che la zona predetta ha notevole interesse pubblico perchè concorre a costituire quella parte di Brianza caratterizzata da valori paesistici tradizionali che, nel Comune in argomento come in quelli ad esso adiacenti, formano come il sottofondo generale ad episodi panoramici componenti quadri naturali di particolare bellezza, accompagnati alla presenza di punti di vista accessibili al pubblico che di quelle bellezze permettono il godimento; e ritenuta inoltre la presenza specialmente nella parte orientale del territorio, di ville con parco che fanno parte inscindibile del paesaggio, nonchè l'importanza storico-estetica del nucleo abitato con un castello ed una chiesa trecentesca, venendo il tutto a costituire un vasto complesso di cose immobili, componenti un caratteristico insieme avente valore estetico e tradizionale coincidente senza soluzione di continuità con un'ampia area della Brianza di cui Barzanò ed i Comuni adiacenti fanno parte;

Considerato che i caratteri di bellezza naturale riscontrati dalla Commissione provinciale concorrono, sia pure in diverso grado, a formare i quadri d'insieme nel cui contesto le parti meno pregevoli assumono una funzione d'inscindibilità dal vincolo, tanto da richiedersi che la zona da assoggettare a tutela coincida con i confini del territorio comunale;

Decreta:

L'intero territorio del comune di Barzanò (Como) ha notevole interesse pubblico ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, ed è quindi sottoposto a tutte le disposizioni contenute nella legge stessa.

Il presente decreto sarà pubblicato ai sensi e per gli effetti dell'art. 12 del regolamento 3 giugno 1940, numero 1357, nella *Gazzetta Ufficiale* insieme con il verbale della Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Como.

La Soprintendenza ai monumenti di Milano curerà che il comune di Barzanò provveda all'affissione della *Gazzetta Ufficiale* contenente il presente decreto all'albo comunale entro un mese dalla data della sua pubblicazione, e che il Comune stesso tenga a disposizione degli interessati altra copia della *Gazzetta Ufficiale* con la planimetria della zona vincolata, giusta lo art. 4 della legge precitata.

La Soprintendenza comunicherà al Ministero la data della effettiva affissione della *Gazzetta Ufficiale* stessa.

Roma, addì 5 giugno 1967

*p. Il Ministro:* CALEFFI

**Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Como**

*Verbale n. 2 - Adunanza del* 10 *novembre* 1964

Convocata con lettera raccomandata 3 novembre 1964, numero 7951, si è riunita oggi, 10 novembre 1964, alle ore 9,30, presso la sede dell'Amministrazione provinciale di Como, in via Borgovico, 82, la Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali, per la trattazione dei seguenti argomenti all'ordine del giorno.

(*Omissis*).

COMUNE DI BARZANÒ. — Vincolo sull'intero territorio comunale.

(*Omissis*).

La Commissione delibera all'unanimità l'apposizione del vincolo paesistico ai sensi dell'art. 1 numeri 3 e 4 della legge 29 giugno 1939, n. 1497, sull'intero territorio del comune di Barzanò, così delimitato:

a *nord*: dalla linea di confine del comune di Barzago;

a *est*: dalla linea di confine del comune di Sirtori-Viganò;

a *sud*: dalla linea di confine del comune di Monticello Brianza;

a *ovest*: della linea di confine del comune di Cremella-Cassago.

(*Omissis*).

**(6498)**

---

DECRETO MINISTERIALE 12 giugno 1967.

**Determinazione delle caratteristiche prescritte dall'articolo 714-bis del Codice della navigazione, relativamente all'aeroporto di Grazzanise (Caserta).**

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il Codice della navigazione approvato con regio decreto 30 marzo 1942, n. 327;

Vista la legge 4 febbraio 1963, n. 58, che apporta modifiche ed aggiunte agli articoli dal 714 al 717 del Codice della navigazione;

Considerato che occorre stabilire, ai sensi dell'articolo 714-*bis* del Codice della navigazione, la direzione e la lunghezza di atterraggio nonchè il livello medio sia dell'aeroporto che dei tratti di perimetro corrispondenti alle direzioni di atterraggio dell'aeroporto di Grazzanise (Caserta);

Considerato che occorre indicare, altresì, se detto aeroporto è aperto o meno al traffico strumentale e notturno;

Decreta:

Le caratteristiche prescritte dall'art. 714-*bis* del Codice della navigazione, sono determinate, relativamente all'aeroporto di Grazzanise (Caserta) come segue:

Direzione di atterraggio: 60° - 240°;
Lunghezza di atterraggio: superiore a ml. 1500;
Livello medio dell'aeroporto: mt. 7,62 s.l.m..

Livello medio dei tratti di perimetro corrispondenti alle direzioni di atterraggio:

Testata S.O.: mt. 9,05 s.l.m.;
Testata N.E.: mt. 5,41 s.l.m..

L'aeroporto è aperto al traffico strumentale e notturno.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 12 giugno 1967

*Il Ministro:* TREMELLONI

**(6756)**

# DISPOSIZIONI E COMUNICATI

## PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

COMITATO INTERMINISTERIALE DEI PREZZI

**Provvedimento n. 1167 del 21 giugno 1967**
**Ratifica di provvedimenti adottati dalla Giunta**

Con circolare n. 1167 del 21 giugno 1967 è stata data comunicazione della seguente deliberazione adottata dal Comitato interministeriale dei prezzi.

IL COMITATO INTERMINISTERIALE DEI PREZZI

Visti i decreti legislativi luogotenenziali 19 ottobre 1944, n. 347 e 23 aprile 1946, n. 363; i decreti legislativi del Capo provvisorio del Capo provvisorio dello Stato 22 aprile 1947, n. 283 e 15 settembre 1947, n. 896, e successive disposizioni;
Visti i provvedimenti adottati in data 3 aprile 1967 della Giunta in via d'urgenza ai sensi dell'art. 3 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato del 15 settembre 1947, n. 896;

Delibera:

di ratificare, agli effetti del citato art. 3, i seguenti provvedimenti adottati dalla Giunta:

Prezzo indicativo nazionale del latte; prezzo di intervento del burro fresco nazionale di 1ª qualità; prezzi di entrata per i prodotti lattiero-caseari (campagna lattiera 3 aprile 1967-31 marzo 1968), (provvedimento n. 1161 del 3 aprile 1967 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 84 del 4 aprile 1967).

Prezzi di orientamento del bestiame bovino per la campagna di commercializzazione 1967-68 (provvedimento n. 1162 del 3 aprile 1967 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 84 del 4 aprile 1967).

Prezzi dei carboni fossili (provvedimento n. 1163 del 3 aprile 1967 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 88 dell'8 aprile 1967).

Specialità medicinali (provvedimento n. 1164 del 3 aprile 1967 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 88 dell'8 aprile 1967).

Roma, addì 21 giugno 1967

p. *Il Presidente*
*Il Ministro delegato*: ANDREOTTI

(6907)

---

**Provvedimento n. 1168 del 21 giugno 1967: Prezzi di entrata dei formaggi Gorgonzola ed Italico; prezzo di intervento del burro fresco nazionale di prima qualità e prezzi di entrata per il burro, il formaggio Emmenthal ed il formaggio Cheddar - campagna lattiera 1967-1968** (modifiche al provvedimento CIP n. 1161 del 3 aprile 1967).

Con circolare n. 1168 del 21 giugno 1967 è stata data comunicazione della seguente deliberazione adottata dal Comitato interministeriale dei prezzi.

IL COMITATO INTERMINISTERIALE DEI PREZZI

Visti i decreti legislativi luogotenenziali 19 ottobre 1944, numero 347 e 23 aprile 1946, n. 363; i decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 22 aprile 1947, n. 283 e 15 settembre 1947, n. 896, e successive disposizioni;
In applicazione del Regolamento CEE n. 13/64 del 5 febbraio 1964, pubblicato nella « Gazzetta Ufficiale » delle Comunità Europee n. 34 del 27 febbraio 1964, concernente la graduale attuazione di una organizzazione comune dei mercati nel settore del latte e dei prodotti lattiero-caseari e dei Regolamenti n. 62/64 CEE del 3 giugno 1964 e n. 111/64 CEE del 30 luglio 1964, pubblicati rispettivamente nelle « Gazzette Ufficiali » delle Comunità Europee n. 92 del 10 giugno 1964 e n. 130 del 12 agosto 1964, e successivi; nonchè in applicazione del Regolamento CEE n. 68/67 del 22 marzo 1967 pubblicato nella « Gazzetta Ufficiale » delle Comunità Europee del 25 stesso mese, del Regolamento CEE n. 71/67 del 7 aprile 1967, pubblicato nella « Gazzetta Ufficiale » delle Comunità Europee n. 67 dell'8 aprile 1967, e dei Regolamenti CEE n. 105/67 e n. 106/67 entrambi del 31 maggio 1967, pubblicati nella « Gazzetta Ufficiale » delle Comunità Europee n. 104 del 2 giugno successivo;

Viste le note del Ministero dell'agricoltura e delle foreste n. 4531 e 4726, rispettivamente del 19 maggio e del 3 giugno 1967;
Visto il provvedimento n. 1161 del 3 aprile 1967, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 84 del 4 aprile 1967;
Sentita la Commissione centrale prezzi (art. 2 decreto legislativo luogotenenziale 19 ottobre 1944, n. 347);

Delibera:

I. *Prezzi di entrata per i formaggi dei gruppi* 06 (*formaggio Gorgonzola*) *e* 10 (*formaggio Italico*) *Campagna lattiera* 1967-68.

A scioglimento della riserva contenuta nel provvedimento CIP n. 1161 del 3 aprile 1967, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 84 del 4 aprile 1967, i prezzi di entrata per i seguenti prodotti lattiero-caseari vengono fissati, per il periodo 10 aprile 1967-31 marzo 1968, nella misura a fianco indicata per ciascun gruppo pilota.

Gruppo 06) Formaggio: *Gorgonzola maturo* di 1ª qualità, 48 % minimo di materia grassa su secco e 50 % minimo di sostanza secca, età 2-4 mesi, senza imballaggio:
(voce doganale 04.04 D) L. 78.855 al q.le

Gruppo 10) Formaggio: *Italico*, di 1ª qualità, 48/50 % minimo di materia grassa su secco, 49 % minimo di sostanza secca, età quattro settimane, senza imballaggio:
(voce doganale 04.04 E VI) L. 72.248 al q.le

II. *Prezzo d'intervento per il burro fresco nazionale di prima qualità; prezzi di entrata per i formaggi dei gruppi* 08 (*formaggio Emmenthal*), 14 (*burro fino di centrifuga di 1ª qualità*) *e per il formaggio Cheddar Campagna lattiera* 1967-68.

A parziale modifica del citato provvedimento n. 1161 del 3 aprile 1967, il prezzo d'intervento per il burro fresco nazionale di 1ª qualità ed i prezzi di entrata per i seguenti prodotti lattiero-caseari vengono fissati, per il periodo 5 giugno 1967-31 marzo 1968, nella misura a fianco di ciascuno indicata.

*Burro fresco nazionale di 1ª qualità* (burro fino di centrifuga fabbricato con crema fresca nazionale pastorizzata), di età massima di 3 settimane, contenente in peso almeno l'82 % di materia grassa, non più del 16 % di acqua e del 2 % di « sostanze secche magre di provenienza lattica ».
Prezzo d'intervento L. 1.050 al chilo.

Gruppo 08) Formaggio: *Emmenthal*, di 1ª qualità, 45 % minimo di materia grassa su secco e 62 % minimo di sostanza secca, in forme intere (voce doganale 04.04 E II).
Prezzo di entrata unico per la Comunità L. 77,813 al q.le.

Gruppo 14) *Burro fino di centrifuga di 1ª qualità*, contenente in peso almeno l'82 % di materia grassa, non più del 16 % di acqua, età massima tre settimane, senza imballaggio (voci doganali 04.03 A; 04.03 B; 04.02 A III-c-3; 04.02 A III-c-4; 04.02 B II-c-2; 04.02 B II-c-3).
Prezzo di entrata . . . . L. 114.063 al q.le.

Formaggio: *Cheddar*, in forme intere, età 2-3 settimane, 50 % di materia grassa e 57 % minima di sostanza secca (voce doganale 04.04 E III).
Presso di entrata unico per la Comunità L. 63.438 al q.le.

III. I prezzi di entrata sopra riportati valgono anche per i prodotti facenti parte del gruppo cui appartiene il prodotto pilota, salvo che, in conformità dell'art. 2, par. 2 del Regolamento n. 13/64 del 5 febbraio 1964, siano previsti prelievi derivati per i prodotti assimilati, appartenenti allo stesso gruppo.

Roma, addì 21 giugno 1967

p. *Il Presidente*
*Il Ministro delegato*: ANDREOTTI

(6908)

---

**Provvedimento n. 1169 del 21 giugno 1967: Fondo di compensazione per l'unificazione delle tariffe elettriche - Parziale ripristino delle quote di prezzo a carico delle imprese elettriche.**

Con circolare n. 1169 del 21 giugno 1967 è stata data comunicazione della seguente deliberazione adottata dal Comitato interministeriale dei prezzi.

IL COMITATO INTERMINISTERIALE DEI PREZZI

Visti i decreti legislativi luogotenenziali 19 ottobre 1944, numero 347 e 23 aprile 1946, n, 363; i decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 22 aprile 1947, n. 283 e 15 settembre 1947, n. 896, e successive disposizioni;

Visto il provvedimento n. 1059 del 6 febbraio 1964 (punto 1) con il quale veniva sospeso per tutte le imprese elettriche il versamento al Fondo di compensazione per la unificazione delle tariffe elettriche delle quote di prezzo di cui al provvedimento n. 941 (cap. X) del 29 agosto 1961;

Ritenute inadeguate le residue disponibilità del Fondo per assolvere i compiti ad esso demandati dal provvedimento n. 1158 del 18 gennaio 1967;

Considerata pertanto la necessità di incrementare dette disponibilità attraverso un parziale ripristino delle suddette quote di prezzo;

Sentita la Commissione centrale prezzi (art. 2 del decreto legislativo luogotenenziale 19 ottobre 1944, n. 347);

Delibera:

*Fondo di compensazione per l'unificazione delle tariffe elettriche - Parziale ripristino delle quote di prezzo a carico delle imprese elettriche.*

A parziale modifica delle norme contenute nei provvedimenti n. 941 (cap. X) del 29 agosto 1961, n. 1059 (punto 1) del 6 febbraio 1964, n. 1158 (punto 7) del 18 gennaio 1967, viene stabilito quantto appresso d'intesa con il Ministero del tesoro, ai sensi del decreto legislativo 26 gennaio 1948, n. 98.

1) Con decorrenza delle bollette e fatture emesse dal 1° gennaio 1968, e con l'applicazione dei criteri stabiliti dal provvedimento del Ministero dell'industria e del commercio n. 117 del 18 luglio 1947, riguardante la prevalenza dei consumi, l'E.N.E.L. e le altre imprese elettriche che, nel 1966, abbiano venduto alla utenza per usi di illuminazione privata, usi elettrodomestici diversi dalla illuminazione ed usi promiscui di illuminazione ed elettrodomestici nelle abitazioni private, un quantitativo di energia elettrica non inferiore a 50 milioni di kWh, sono tenuti al pagamento al Fondo di compensazione per la unificazione delle tariffe elettriche di una quota di prezzo, compresa nelle tariffe unificate di cui al provvedimento n. 941, nella misura di L. 0,05 per ogni kWh di energia venduta all'utenza per i predetti usi, come da documentazione che sarà inviata allo stesso Fondo.

2) La predetta quota di prezzo — per un importo corrispondente ai quantitativi di energia elettrica accertati, come erogati all'utenza sopradetta al punto contrattuale di consegna, in ciascun semestre — deve essere versata al Fondo entro sessanta giorni dalla fine del semestre stesso.

L'E.N.E.L. e le altre imprese elettriche, tenuti al pagamento della quota di prezzo, devono versare le somme da essi dovute al Fondo in un apposito conto intestato « Fondo di compensazione per l'unificazione delle tariffe elettriche » istituito presso le filiali di Roma degli Istituti di credito che saranno stabiliti dal Comitato di gestione del Fondo stesso, fra le aziende di credito di cui al regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni.

I versamenti potranno essere effettuati con le modalità già previste al cap. X del provvedimento n. 941.

3) Con i proventi della predetta quota di prezzo il Fondo di compensazione per l'unificazione delle tariffe elettriche provvederà ad erogare alle imprese elettriche, indicate nel provvedimento n. 1157 del 18 gennaio 1967, le integrazioni stabilite dal provvedimento n. 1158.

Roma, addì 21 giugno 1967

p. *Il Presidente*
*Il Ministro delegato*: ANDREOTTI

(6909)

# MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

## Autorizzazione all'Università di Palermo ad accettare una donazione

Con decreto del prefetto di Palermo n. 17879 del 22 marzo 1967, l'Università di Palermo è stata autorizzata ad accettare la donazione della somma di L. 1.200.000, disposta in suo favore dalla sig.ra Giuseppa Nicolosi, per l'istituzione di un premio di laurea biennale intitolato « Prof. Giuseppe Cocchiara ».

(6707)

# MINISTERO DEL TESORO

## Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 9 gennaio 1967, registrato alla Corte dei conti, addì 18 aprile 1967, registro n. 9 Tesoro, foglio n. 237, su conforme parere del Consiglio di Stato, il ricorso straordinario proposto il 19 ottobre 1962 dai signori Gallessi Emilio, nato a Zara il 13 agosto 1920, e Gallessi Alide, nata a Zara l'11 febbraio 1922, avverso il provvedimento di indennizzo concesso per beni perduti nel territorio ceduto alla Repubblica Federale Popolare Jugoslava viene respinto perchè infondato.

(6578)

# MINISTERO DELL'INDUSTRIA DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

## 444° Elenco dei provvedimenti di concessioni minerarie emanati in virtù del regio decreto 29 luglio 1927, n. 1443 e del decreto presidenziale 28 giugno 1955, n. 620.

Decreto ministeriale 14 febbraio 1967, registrato alla Corte dei conti il 23 maggio 1967, registro n. 8 Industria e commercio, foglio n. 80, con il quale alla S.M.I. - Società Mercurifera Italiana, con sede in Milano, è rilasciata la concessione del giacimento di minerali mercuriferi nella località « Monte Labbro I » in territorio dei comuni di Arcidosso, Roccalbegna e S. Fiora, provincia di Grosseto, per la durata di anni venti a decorrere dalla data del decreto stesso.

Decreto ministeriale 4 marzo 1967, registrato alla Corte dei conti il 12 maggio 1967, registro n. 7 Industria e commercio, foglio n. 213, con il quale i signori Montalto Francesco, Giovanni, Ludovico, Costanza e Teresa Montalto-Diana, Dora Morelli vedova Montalto con il figlio Enrico e Fabrizio Montalto, contitolari della concessione perpertua per silicati idrati di alluminio utilizzabili per terra da sbianca, denominata « Costa Jadula o Santo Janni », in territorio del comune di Pietra Montecorvino, provincia di Foggia, sono dichiarati decaduti, con effetto decorrente dalla data del decreto stesso, da ogni diritto sulla concessione stessa.

Decreto ministeriale 6 aprile 1967, registrato alla Corte dei conti il 29 aprile 1967, registro n. 7 Industria e commercio, foglio n. 3, con il quale è accettata, a decorrere dalla data del decreto stesso, la rinuncia della S. A. Costruzioni A. Brambilla, con sede in Milano, alla concessione della miniera di rame denominata « Herin », sita in territorio del comune di Champdepraz (già Montjovet), provincia di Aosta.

Decreto ministeriale 6 aprile 1967, registrato alla Corte dei conti il 29 aprile 1967, registro n. 7 Industria e commercio, foglio n. 4, con il quale è accettata, a decorrere dalla data del decreto stesso, la rinuncia della Società An. Costruzioni A. Brambilla, con sede in Milano, alla concessione perpetua della miniera di rame denominata « Chuc e Servette », sita in territorio del comune di St. Marcel, provincia di Aosta.

Decreto ministeriale 5 aprile 1967, registrato alla Corte dei conti il 13 maggio 1967, registro n. 7 Industria e commercio, foglio n. 239, con il quale è accettata, a decorrere dalla data del decreto stesso, la rinuncia della S. r. l. Serra & Costantini, con sede in Mortara, provincia di Pavia, alla concessione di argilla denominata « Zermagnone », sita nel territorio del comune di Castello d'Agogna, provincia di Pavia.

Decreto del prefetto della provincia di Novara 27 febbraio 1967, registrato alla Corte dei conti l'8 aprile 1967, registro n. 1 Industria e commercio, foglio n. 3, con il quale la concessione di utilizzare la sorgente di acqua minerale denominata « Fonte Brunella », conferita alla signora Micotti Guglielma fu Giovanni ved. Capietti, domiciliata in Oggebbio, provincia di Novara, per anni dieci con decreto prefettizio 7 agosto 1956, n. 24335, sita in territorio del comune di Oggebbio, è rinnovata per la durata di anni dieci a decorrere dal 7 agosto 1966.

Decreto del prefetto della provincia di Parma 20 febbraio 1967, registrato alla Corte dei conti, Delegazione regionale di Bologna il 29 marzo 1967, registro n. 1 Industria e commercio, foglio n. 31, con il quale alla ditta Rizzi geom. Sergio, con sede in Parma, è accordata, per la durata di anni dieci a decorrere dalla

data del decreto stesso, la concessione di utilizzazione dell'acqua minerale denominata « Pravera », sgorgante in territorio dei comuni di Bedonia e Bardi, provincia di Parma.

Decreto del prefetto della provincia di Parma 6 marzo 1967, registrato alla Corte dei conti, Delegazione regionale di Bologna il 6 aprile 1967, registro n. 1 Industria e commercio, foglio n. 32, con il quale la concessione per lo sfruttamento delle sorgenti di acqua minerale situata in località « Riviana », del comune di Varano de' Melegari, provincia di Parma, rilasciata con decreto n. 29262 in data 8 novembre 1960 alla « Società Leonardi-Gabelli » devesi intendere rilasciata alla Società « Leonardi-Gabelli - Acqua Minerale Riviana S.p.a », iscritta nel Registro delle imprese del Tribunale di Parma al n. 4143.

Decreto dell'ingegnere capo del Distretto minerario di Napoli 6 maggio 1967, registrato alla Corte dei conti, Delegazione regionale di Napoli il 15 maggio 1967, registro n. 1 Industria e commercio, foglio n. 21, con il quale alla ditta Antonio Esposito, residente in Airola, provincia di Benevento, è accordata la concessione per lo sfruttamento di un giacimento di tufo sito in località « Cavone », nel comune di Moiano, provincia di Benevento, per la durata di anni quattro, a decorrere dalla data del decreto stesso.

**(6397)**

### Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 3 maggio 1967, registrato alla Corte dei conti in data 29 maggio 1967, registro n. 8, foglio n. 240, è stato respinto il ricorso straordinario prodotto il 7 gennaio 1966 dalla S.p.A. Acciaierie di Bolzano avverso il decreto del Ministro per l'industria e per il commercio di concerto con il Ministro per il tesoro in data 25 marzo 1965, n. 3588, col quale venne respinta l'istanza avanzata il 26 settembre 1963 dalla menzionata Società ai sensi della legge 21 febbraio 1963, n. 359, concernente le agevolazioni finanziarie connesse con le integrazioni dei prezzi di prodotti industriali accordate sul bilancio dello Stato.

**(6517)**

## MINISTERO DELL'INTERNO

### Autorizzazione all'Associazione « Centro Italiano Femminile di Sassari », con sede in Sassari, a conseguire donazioni

Con decreto del Presidente della Repubblica 27 aprile 1967, registrato alla Corte dei conti il 26 maggio 1967, l'Associazione « Centro Italiano Femminile di Sassari », con sede in in Sassari, è stata autorizzata, su proposta del Ministro per l'interno, a conseguire le donazioni costituite da:

*a*) un appartamento sito in Sassari, al 1° piano dello stabile di corso Trinità nn. 189 e 193, distinto al N.C.E.U. con il F. 86, mappale 344 sub. 13 categ. A3 cl. 3ª, vani 10,50;

*b*) un appartamento sito in Sassari, al 1° piano dello stabile di corso Trinità, nn. 189 e 193, distinto al N.C.E.U. con il F. 86, mappale 344 sub. 1 categ. A3 cl. 3ª vani 8;

*c*) un'area della superficie di mq. 5.008 posta in Sassari, distinta in catasto al F. 72, mappale 277, 278 e 292 b; disposte rispettivamente dalla dott.ssa Flora Sini e dalla insegnante Angela Piconi con atto a rogito del notaio dott. Pietro Serra in data 9 marzo 1964 n. rep. 30715, e la terza disposta dalla Società a r.l. « Spes Nostra » con deliberazione del 24 maggio 1966 autenticata dal notaio dott. Pietro Serra in data 1° giugno 1966, n. rep. 35721.

**(6574)**

### Autorizzazione alla Sezione provinciale di Bologna dell'Ente nazionale per la protezione degli animali ad acquistare un terreno.

Con decreto ministeriale n. 10.14935/10089.9.13 in data 6 giugno 1967, la Sezione provinciale di Bologna dell'Ente nazionale per la protezione degli animali è autorizzata ad acquistare al prezzo complessivo di L. 3.850.000 (tremilioniottocentocinquantamila) un appezzamento di terreno della superficie di mq. 5.000, di proprietà dei signori Grazia Angelo e Gaetano, sito nel comune di Granarolo - frazione Quarto Inferiore, via Viadagola, da destinare a ricovero per animali abbandonati.

**(6575)**

### Autorizzazione alla provincia di Trapani ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1964

Con decreto ministeriale in data 16 giugno 1967, la provincia di Trapani viene autorizzata ad assumere un mutuo suppletivo di L. 73.300.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1964 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

**(6781)**

### Autorizzazione alla provincia di Imperia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 16 giugno 1967, la provincia di Imperia viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 396.600.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

**(6782)**

### Autorizzazione al comune di Usini ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 17 giugno 1967, il comune di Usini (Sassari) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 12.700.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

**(6783)**

### Autorizzazione al comune di Thiesi ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 17 giugno 1967, il comune di Thiesi (Sassari) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 6.150.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

**(6784)**

### Autorizzazione al comune di Olmedo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 17 giugno 1967, il comune di Olmedo (Sassari) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 13.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

**(6785)**

### Autorizzazione al comune di Monti ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 17 giugno 1967, il comune di Monti (Sassari) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 6.300.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

**(6786)**

### Autorizzazione al comune di Florinas ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 17 giugno 1967, il comune di Florinas (Sassari) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 7.300.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

**(6787)**

**Autorizzazione al comune di Borutta ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967**

Con decreto ministeriale in data 17 giugno 1967, il comune di Borutta (Sassari) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 9.430.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

**(6788)**

**Autorizzazione al comune di Bonorva ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967**

Con decreto ministeriale in data 17 giugno 1967, il comune di Bonorva (Sassari) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 4.300.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

**(6789)**

**Autorizzazione al comune di Bonnanaro ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967**

Con decreto ministeriale in data 17 giugno 1967, il comune di Bonnanaro (Sassari) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 11.170.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

**(6790)**

**Autorizzazione al comune di Benetutti ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967**

Con decreto ministeriale in data 17 giugno 1967, il comune di Benetutti (Sassari) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 10.500.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

**(6791)**

**Autorizzazione al comune di Ortueri ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967**

Con decreto ministeriale in data 17 giugno 1967, il comune di Ortueri (Nuoro) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 6.132.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

**(6792)**

**Autorizzazione al comune di Ollolai ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967**

Con decreto ministeriale in data 17 giugno 1967, il comune di Ollolai (Nuoro) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 8.900.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

**(6793)**

**Autorizzazione al comune di Pisticci ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967**

Con decreto ministeriale in data 17 giugno 1967, il comune di Pisticci (Matera) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 191.568.793, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

**(6794)**

**Autorizzazione al comune di Aliano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967**

Con decreto ministeriale in data 17 giugno 1967, il comune di Aliano (Matera) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 13.773.076, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

**(6795)**

**Autorizzazione al comune di San Donato di Lecce ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967**

Con decreto ministeriale in data 17 giugno 1967, il comune di San Donato di Lecce (Lecce) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 26.701.365, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

**(6796)**

**Autorizzazione al comune di Parabita ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967**

Con decreto ministeriale in data 17 giugno 1967, il comune di Parabita (Lecce) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 47.420.865, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

**(6797)**

**Autorizzazione al comune di Escalaplano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967**

Con decreto ministeriale in data 17 giugno 1967, il comune di Escalaplano (Nuoro) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 4.630.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

**(6798)**

**Autorizzazione al comune di Maiolo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967**

Con decreto ministeriale in data 16 giugno 1967, il comune di Maiolo (Pesaro) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 28.997.295, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

**(6727)**

**Autorizzazione al comune di Monte Porzio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967**

Con decreto ministeriale in data 16 giugno 1967, il comune di Monte Porzio (Pesaro) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 38.384.270, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

**(6728)**

**Autorizzazione al comune di Borgovelino ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967**

Con decreto ministeriale in data 16 giugno 1967, il comune di Borgovelino (Rieti) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 9.807.753, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

**(6729)**

**Autorizzazione al comune di Montebuono ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967**

Con decreto ministeriale in data 16 giugno 1967, il comune di Montebuono (Rieti) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 8.272.805, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

**(6730)**

**Autorizzazione al comune di Orvinio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967**

Con decreto ministeriale in data 16 giugno 1967, il comune di Orvinio (Rieti) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 8.203.495, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

**(6731)**

**Autorizzazione al comune di San Gimignano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967**

Con decreto ministeriale in data 16 giugno 1967, il comune di San Gimignano (Siena) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 43.536.570, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

**(6732)**

**Autorizzazione al comune di Bassano Romano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967**

Con decreto ministeriale in data 16 giugno 1967, il comune di Bassano Romano (Viterbo) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 5.838.535, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

**(6733)**

**Autorizzazione al comune di Celleno ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967**

Con decreto ministeriale in data 16 giugno 1967, il comune di Celleno (Viterbo) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 6.502.149, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

**(6734)**

**Autorizzazione al comune di Vallerano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967**

Con decreto ministeriale in data 16 giugno 1967, il comune di Vallerano (Viterbo) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 1.721.865, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

**(6735)**

**Autorizzazione al comune di Collinas ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967**

Con decreto ministeriale in data 15 giugno 1967, il comune di Collinas (Cagliari) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 6.850.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

**(6736)**

**Autorizzazione al comune di Furtei ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967**

Con decreto ministeriale in data 15 giugno 1967, il comune di Furtei (Cagliari) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 7.230.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

**(6737)**

**Autorizzazione al comune di Lunamatrona ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967**

Con decreto ministeriale in data 15 giugno 1967, il comune di Lunamatrona (Cagliari) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 4.040.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

**(6738)**

**Autorizzazione al comune di Morgongiori ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967**

Con decreto ministeriale in data 15 giugno 1967, il comune di Morgongiori (Cagliari) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 10.260.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

**(6739)**

**Autorizzazione al comune di Ruinas ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967**

Con decreto ministeriale in data 15 giugno 1967, il comune di Ruinas (Cagliari) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 6.010.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

**(6740)**

**Autorizzazione al comune di San Basilio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967**

Con decreto ministeriale in data 15 giugno 1967, il comune di San Basilio (Cagliari) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 8.020.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

**(6741)**

**Autorizzazione al comune di Sant'Anna Arresi ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967**

Con decreto ministeriale in data 15 giugno 1967, il comune di Sant'Anna Arresi (Cagliari) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 5.460.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

**(6742)**

**Autorizzazione al comune di Sarroch ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967**

Con decreto ministeriale in data 15 giugno 1967, il comune di Sarroch (Cagliari) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 4.260.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

**(6743)**

# CONCORSI ED ESAMI

## MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

**Sostituzione del presidente supplente della Commissione per gli esami di procuratore legale presso la Corte di appello di Milano.**

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il decreto ministeriale 30 gennaio 1967, registrato alla Corte dei conti il 3 marzo successivo, con il quale sono state nominate le Commissioni giudicatrici per gli esami di procuratore legale presso le Corti di appello per l'anno 1967;

Letta la nota n. 1701/67 del 2 maggio 1967, con la quale il presidente della Corte di appello di Milano, nell'informare che il presidente supplente di quella Commissione, dott. Igino Cafiero, non può assolvere l'incarico per le precarie sue condizioni di salute, chiede che lo stesso venga sostituito con il dott. Biagio Brescia, consigliere della stessa Corte;

Poichè si ravvisa necessaria la proposta sostituzione;

Decreta:

Il dott. Biagio Brescia, consigliere della Corte di appello di Milano, è nominato presidente supplente della Commissione per gli esami di procuratore legale per l'anno 1967, in sostituzione del dott. Cafiero Igino.

Roma, addì 22 maggio 1967

*Il Ministro*: REALE

*Registrato alla Corte dei conti, addì* 6 *giugno* 1967
*Registro n.* 15 *Grazia e giustizia, foglio n.* 293

**(6596)**

## MINISTERO DEL COMMERCIO CON L'ESTERO

**Autorizzazione al titolare di una borsa di pratica commerciale per l'Australia, a proseguire la pratica stessa in Paraguay.**

IL MINISTRO PER IL COMMERCIO CON L'ESTERO

Vista la legge 24 luglio 1942, n. 1023, modificata dalla legge 28 luglio 1950, n. 595 e dalla legge 14 febbraio 1963, n. 280, relativa all'istituzione di un Fondo a gestione autonoma per l'assegnazione di borse di pratica commerciale all'estero (F.A.B.);

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 28 gennaio 1953, n. 626, contenente norme di esecuzione alla predetta legge 24 luglio 1942, n. 1023;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 7 aprile 1959, n. 374, recante modificazioni all'art. 1 — punti 1 e 2 — del citato decreto del Presidente della Repubblica 28 gennaio 1953, n. 626;

Visto il proprio decreto 18 agosto 1965, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 234 del 17 settembre 1965, con il quale è stato indetto un concorso per titoli e per esami per l'assegnazione di 30 borse di pratica commerciale all'estero;

Visto il proprio decreto 17 febbraio 1967, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 60 dell'8 marzo 1967, con il quale sono state approvate le graduatorie di merito del concorso sopra citato, formate a norma dell'art. 12 del cennato decreto 18 agosto 1965;

Visto il proprio decreto 21 aprile 1967, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 118 del 12 maggio 1967, con il quale è stata assegnata — tra le altre — una borsa di pratica commerciale per l'Australia (Stato del Queensland) alla dott.ssa Bruna Vitagliano;

Considerato che la predetta dott.ssa Vitagliano, con istanza del 12 aprile 1967, ha chiesto di poter compiere la pratica commerciale nel Paraguay, sede indicata dall'interessata nella domanda di partecipazione al concorso unitamente all'Australia, alle Filippine ed al Venezuela;

Considerato inoltre che la sede del Paraguay può essere attribuita alla richiedente, in seguito alla opzione esercitata a suo tempo dal dott. Ruggero Vasari — primo in graduatoria per il Paraguay — a compiere la pratica commerciale negli Stati Uniti d'America (Stato di New York);

Ritenuta l'opportunità di avvalersi della facoltà di cui all'articolo 12 del citato decreto del Presidente della Repubblica 28 gennaio 1953, n. 626;

Decreta:

La dott.ssa Bruna Vitagliano, assegnataria di una borsa di pratica commerciale per l'Australia (Stato del Queensland), è autorizzata a compiere, con le modalità indicate nel bando di concorso, la pratica commerciale nel Paraguay.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 31 maggio 1967

*Il Ministro*: TOLLOY

**(6507)**

## MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

**Diario delle prove scritte del concorso regionale pubblico per titoli ed esami a quindici posti di ingegnere in prova del Genio civile per gli uffici aventi sede nella Lombardia.**

Le prove scritte del concorso regionale pubblico per titoli ed esami a quindici posti di ingegnere in prova del Genio civile per gli uffici aventi sede nella Lombardia, indetto con decreto ministeriale 17 febbraio 1967, avranno luogo in Milano presso il Politecnico - Istituto di idraulica - in piazza Leonardo da Vinci nei giorni 10, 11, 12, 13 luglio 1967 con inizio alle ore nove.

**(6843)**

**Diario delle prove scritte del concorso regionale pubblico per titoli ed esami a quindici posti di ingegnere in prova del Genio civile per gli uffici aventi sede nella Calabria.**

Le prove scritte del concorso regionale pubblico per titoli ed esami a quindici posti di ingegnere in prova del Genio civile per gli uffici aventi sede nella Calabria, indetto con decreto ministeriale 17 febbraio 1967, avranno luogo in Catanzaro presso l'Istituto tecnico industriale - Aula 61-62 in piazza Matteotti nei giorni 24, 25, 26 e 27 luglio 1967 con inizio alle ore nove.

**(6844)**

## MINISTERO DELLA DIFESA

**Avviso relativo alla pubblicazione del decreto di approvazione della graduatoria e di nomina dei vincitori del concorso a duecentodue posti di operaio dello Stato di 2ª categoria, in prova, per la qualifica di mestiere di « elettricista elettrauto ».**

Nel Giornale ufficiale del Ministero della difesa (Esercito), dispensa n. 14 dell'8 aprile 1967, è stato pubblicato il decreto ministeriale n. 278/Conc. 202, in data 27 gennaio 1967, registrato alla Corte dei conti il 25 febbraio 1967, registro n. 24 Difesa, foglio n. 183, con il quale è stata approvata la graduatoria e sono stati nominati i vincitori del concorso a duecentodue posti di operaio dello Stato di 2ª categoria, per la qualifica di mestiere di « elettricista elettrauto » (otto posti).

**(6608)**

**Avviso relativo alla pubblicazione del decreto di approvazione della graduatoria e di nomina del vincitore del concorso a sessantatre posti di operaio dello Stato di 1ª categoria, in prova, per la qualifica di mestiere di « conducente di automezzi e trattori con patente di 3° grado ».**

Nel Giornale ufficiale del Ministero della difesa (Esercito), dispensa n. 16 del 22 aprile 1967, è stato pubblicato il decreto ministeriale n. 281/Conc. 63 del 15 febbraio 1967, registrato alla Corte dei conti il 17 marzo 1967, registro n. 37 Difesa, foglio n. 21, con il quale è stata approvata la graduatoria ed è stato nominato il vincitore del concorso a sessantatre posti di operaio dello Stato di 1ª categoria, per la qualifica di mestiere di « conducente di automezzi e trattori con patente di 3° grado » (un posto).

**(6609)**

**Avviso relativo alla pubblicazione del decreto di approvazione della graduatoria e di dichiarazione del vincitore del concorso a duecentotrentuno posti di operaio dello Stato di 3ª, 4ª e 5ª categoria, in prova, per la qualifica di mestiere di « fotografo ritoccatore ».**

Nel Giornale ufficiale del Ministero della difesa (Esercito), dispensa n. 14 dell'8 aprile 1967, è stato pubblicato il decreto ministeriale n. 280/Conc. 231 del 2 febbraio 1967, registrato alla Corte dei conti il 25 febbraio 1967, registro n. 24 Difesa, foglio n. 180, con il quale è stata approvata la graduatoria ed è stato dichiarato il vincitore del concorso a duecentotrentuno posti di operaio dello Stato di 3ª, 4ª e 5ª categoria, per la qualifica di mestiere di « fotografo ritoccatore » (un posto).

**(6610)**

**Avviso relativo alla pubblicazione del decreto di approvazione della graduatoria e di nomina dei vincitori del concorso a duecentodue posti di operaio dello Stato di 2ª categoria, in prova, per la qualifica di mestiere di « conduttore di forni ».**

Nel Giornale ufficiale del Ministero della difesa (Esercito), dispensa n. 16 del 22 aprile 1967, è stato pubblicato il decreto ministeriale n. 336/Conc. 202 del 21 febbraio 1967, registrato alla Corte dei conti il 15 marzo 1967, registro n. 35 Difesa, foglio n. 396, con il quale è stata approvata la graduatoria e sono stati nominati i vincitori del concorso a duecentodue posti di operaio dello Stato di 2ª categoria, per la qualifica di mestiere di « conduttore di forni » (due posti).

**(6612)**

**Avviso relativo alla pubblicazione del decreto di approvazione della graduatoria e di dichiarazione dei vincitori del concorso a duecentotrentuno posti di operaio dello Stato di 3ª, 4ª e 5ª categoria, in prova, per la qualifica di mestiere di « cuoco ».**

Nel Giornale ufficiale del Ministero della difesa (Esercito), dispensa n. 16 del 22 aprile 1967, è stato pubblicato il decreto ministeriale n. 279/Conc. 231 del 2 febbraio 1967, registrato alla Corte dei conti il 25 febbraio 1967, registro n. 24 Difesa, foglio n. 185, con il quale è stata approvata la graduatoria e sono stati dichiarati i vincitori del concorso a duecentotrentuno posti di operaio dello Stato di 3ª, 4ª e 5ª categoria, per la qualifica di mestiere di « cuoco » (tre posti).

**(6613)**

## UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI ASCOLI PICENO

**Sostituzione del segretario della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Ascoli Piceno.**

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 6646 in data 25 novembre 1966, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso, per titoli ed esami, per il conferimento dei posti di ostetrica condotta vacanti al 30 novembre 1965;

Vista la lettera della prefettura di Ascoli Piceno in data 27 corrente con la quale si designa, in sostituzione del dott. Ercole Dini Ciacci, il dott. Luciano Volpetti, quale segretario della Commissione di cui sopra;

Decreta:

Il dott. Luciano Volpetti, consigliere di 3ª classe dell'Amministrazione civile dell'interno, è nominato segretario della Commissione di cui in premessa in sostituzione del dott. Ercole Dini Ciacci.

Il presente decreto verrà pubblicato a termini di legge.

Ascoli Piceno, addì 31 maggio 1967

*Il medico provinciale:* ROCCHETTO

**(6367)**

## UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI VITERBO

**Graduatoria generale del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Viterbo**

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 1559 del 29 aprile 1965, con il quale è stato bandito pubblico concorso, per titoli ed esami, per il conferimento di posti di medico condotto vacanti nella provincia di Viterbo al 30 novembre 1964;

Visto il proprio decreto n. 3693, in data 31 ottobre 1966, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso predetto;

Visto il proprio decreto n. 1005 del 6 aprile 1967, relativo all'ammissione dei concorrenti;

Visti i verbali della Commissione giudicatrice ed accertata la regolarità della procedura dalla stessa seguita per la formazione della graduatoria;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei candidati risultati idonei nel concorso di cui alle premesse:

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1. Bollanti Giorgio | punti | 59,762 | su 120 |
| 2. Tanini Roberto | » | 58,720 | » |
| 3. Santori Francesco | » | 57,541 | » |
| 4. Ruina Aldo | » | 56,070 | » |
| 5. Rubino Pier Luigi | » | 55,320 | » |
| 6. Ricci Giuseppe | » | 54,333 | » |
| 7. Mezzera Mario | » | 53,662 | » |
| 8. Rossini Pietro, invalido di guerra | » | 53,316 | » |
| 9. Zonghi Luciano | » | 53,191 | » |
| 10. Giardi Paolo | » | 52,332 | » |
| 11. Scarpellini Mario | » | 52,000 | » |
| 12. Dionisi Impero | » | 50,182 | » |
| 13. Melica Alfredo | » | 47,000 | » |
| 14. Pinna Pietro Paolo | » | 46,325 | » |
| 15. Cartoni Leopoldo | » | 44,589 | » |

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo dell'Ufficio del medico provinciale di Viterbo, all'albo pretorio della prefettura di Viterbo e dei Comuni interessati.

Viterbo, addì 9 giugno 1967

*Il medico provinciale:* CORDA

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 1710 del 9 giugno 1967, con il quale è stata approvata la graduatoria generale dei candidati risultati idonei nel concorso per il conferimento di posti di medico condotto vacanti in provincia di Viterbo al 30 novembre 1964;

Rilevato che all'ottavo posto figura l'invalido di guerra dott. Pietro Rossini;

Considerato che, a norma dell'art. 7 della legge 5 marzo 1963, n. 367, il predetto candidato deve essere incluso tra i vincitori ed accertato che sussiste per le condotte mediche dei singoli Comuni interessati l'obbligo di riservare un posto ad un invalido di guerra;

Visto l'ordine della graduatoria nonchè quello delle sedi per le quali i candidati hanno dichiarato di concorrere;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1765;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 maggio 1955, n. 854;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

I seguenti candidati sono dichiarati vincitori della condotta medica a fianco di ciascuno indicata:

1) Bollanti Giorgio: Grotte di Castro, 1ª condotta;
2) Tanini Roberto: Tarquinia, 2ª condotta;
3) Santori Francesco: Acquapendente, frazione Torre Alfina;
4) Ruina Aldo: Acquapendente, frazione Trevinano;
5) Rossini Pietro, invalido di guerra, Civita Castellana, 1ª condotta.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo dell'Ufficio del medico provinciale di Viterbo, della prefettura di Viterbo e dei Comuni interessati.

Viterbo, addì 9 giugno 1967

(6623) *Il medico provinciale*: CORDA

## UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI VICENZA

**Rettifica del decreto 3 aprile 1967 concernente la graduatoria generale del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Vicenza.**

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 3039/G.II.6 in data 3 aprile 1967, col quale sono stati dichiarati i vincitori delle sedi di condotta medica in seguito ad espletamento del pubblico concorso;
Rilevato che siano necessarie alcune rettifiche del contesto per errori materiali di trascrizione;
Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

1) Al terzo comma della premessa del citato decreto, in luogo di «invalido di guerra» leggasi «invalido civile per fatto di guerra».
2) Al quarto comma successivo, in luogo di «Legge 10 giugno 1950, n. 395» leggasi «Legge 3 giugno 1950, n. 375».

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della prefettura di Vicenza, del proprio Ufficio e dei Comuni interessati.

Vicenza, addì 29 maggio 1967

(6626) *Il medico provinciale*: CAROLA

## UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI CHIETI

**Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Chieti**

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il precedente decreto n. 21915 del 21 marzo 1966, col quale è stato bandito pubblico concorso per titoli ed esami a otto posti di medico condotto vacanti in provincia di Chieti al 30 novembre 1965;
Considerato che occorre provvedere alla costituzione della Commissione giudicatrice;
Viste le designazioni del Ministero della sanità, della prefettura di Chieti, dell'Ordine dei medici-chirurghi della provincia di Chieti e dei Comuni interessati;
Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281 ed il decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;
Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296, istitutiva del Ministero della sanità;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso a otto posti di medico condotto vacanti in provincia di Chieti al 30 novembre 1965, è costituita:

*Presidente*:
Olivotti dott. Sergio, ispettore generale amministrativo del Ministero della sanità.

*Componenti*:
Franco prof. Pasquale, ispettore generale medico in servizio presso l'Ufficio del medico provinciale di Pescara;
Meloni dott. Fausto, direttore di sezione in servizio presso la prefettura di Chieti;
Zulli prof. Pietro, primario ostetrico presso l'Ospedale civile di Chieti;
Salvi prof. Augusto, primario medico presso l'Ospedale civile di Vasto;
Fimiani Errico, medico condotto del comune di Canosa Sannita.

Le funzioni di segretario della Commissione saranno disimpegnate dal dott. Amilcare Capetti, consigliere di 2ª classe presso la prefettura di Chieti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, sarà affisso nell'albo di questo Ufficio, all'albo pretorio della prefettura di Chieti e dei Comuni interessati.

Le prove di esame avranno luogo in Chieti non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Chieti, addì 29 maggio 1967

(6528) *Il medico provinciale*: SOLLECITO

## UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI CAGLIARI

**Variante alla graduatoria delle vincitrici del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Cagliari.**

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 4547 del 5 ottobre 1966, relativo all'assegnazione delle condotte ostetriche alle candidate dichiarate vincitrici del concorso a posti di ostetrica condotta bandito con decreto n. 5663 del 5 settembre 1964;
Considerato che l'ostetrica Bini Alpinola, vincitrice della condotta di Uras, ha rinunciato alla condotta stessa;
Vista la graduatoria delle candidate idonee nel concorso predetto;
Considerato che le candidate collocate in graduatoria dopo l'ostetrica Bini Alpinola hanno rinunziato alla nomina;
Considerato altresì che l'ostetrica Melis Antonia, regolarmente interpellata ha accettato la nomina a titolare della condotta ostetrica di Uras;
Visti gli articoli 26 e 55 regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;
Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

A modifica del proprio decreto n. 4547 del 5 ottobre 1966, l'ostetrica Melis Antonia è dichiarata vincitrice della condotta ostetrica di Uras.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel «Bollettino Ufficiale» della Regione autonoma della Sardegna e sarà affisso, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio di questo Ufficio e del comune di Uras.

Cagliari, addì 31 maggio 1967

(6368) *Il medico provinciale*: PINTUS

ANTONIO SESSA, *direttore* ACHILLE DE ROGATIS, *redattore*

Roma, - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.